

REFLEX^{es}

REVUE DE PENSÉE SCIENTIFICO-RADICAL

Argh!

**ça s'agite
à la marge
du Front national**

***Nous sommes
cernés!***

IMMIGRATION

**Camps :
Ce qu'il faut
retenir...**

URBANISME

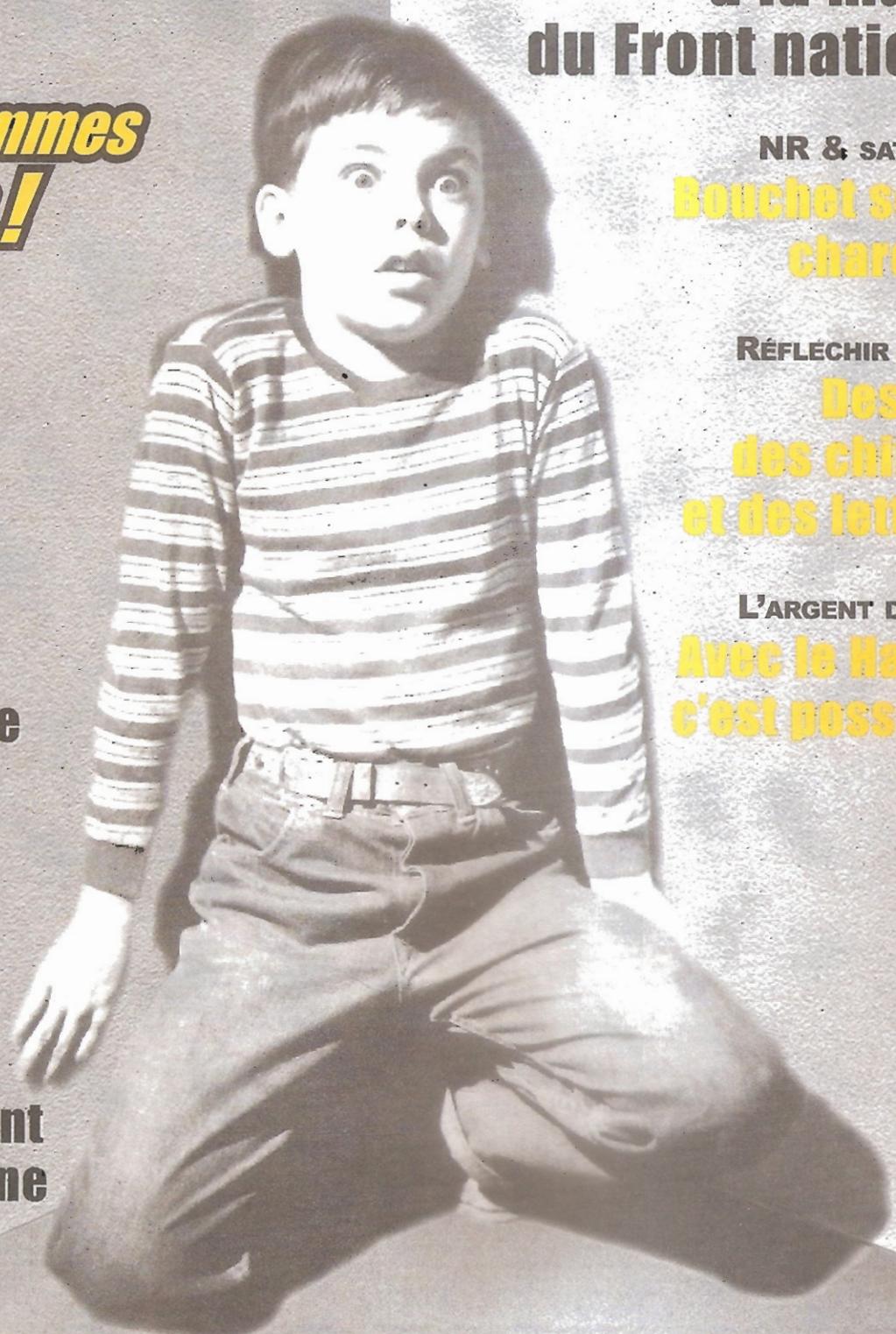
**Maladie
pour cause
de fermeture**

ENFERMEMENT

**L'enfer
banalisé**

MÉMOIRE

**Le camp
d'internement
de Compiègne**



NR & SATANISME

**Bouchet se fait
charcuter**

RÉFLÉCHIR & AGIR

**Des faits,
des chiffres,
et des lettres...**

L'ARGENT DU GUD

**Avec le Hamas,
c'est possible !**

ÉDITORIAL

Ce numéro 51 inaugure deux nouveaux aspects de REFLEXes que vous aurez l'occasion de retrouver dans les prochains numéros.

«Premièrement, une périodicité irrégulière.

Ne vous leurrions pas : REFLEXes n'a ni les moyens ni l'envie de prolonger la fiction d'une bimestrialité qui n'existe qu'en sous-titre «No Pasaran !» rempli tout à fait son rôle de mensuel d'agitation et d'élaborer des articles de fond, des interviews, des notes de lecture demande du temps et une certaine liberté. Deuxièmement, une unité plus grande des sujets traités, avec l'envie de notre part de garder un œil sur des thèmes qui étaient traités dans les premiers numéros de REFLEXes. Ceux-ci ont trait à la dérive sécuritaire et autoritaire des métropoles capitalistes. Ce numéro s'articule donc autour d'un thème qui est celui de la «marge» du FN tout d'abord, même si ce parti est devenu heptagonique. Il reste quelques petits groupes ou individus qui essaient de maintenir le mythe d'une droite révolutionnaire et d'influencer ainsi le FN. Matière de la gestion capitaliste ensuite, avec une série d'articles sur l'univers carcéral.

Prochain rendez-vous : cet automne !

LES GROUPES DU RÉSEAU ANTIFASCISTE NO PASARAN

Angers
REFLEX c/o JoTake
BP 5223 49052 Angers cedex 02
BV / ☎ 06 01 37 89 37

Bressuire
CAFAR 79320 Moncoutant

Bretagne
Breizh Etrevroadel
Ti Ar Vro BP 253 29834 Karaez cedex

Blois
No Pèze, No Lèze c/o Singulier Plurielle
BP 171 41005 Blois cedex

Bordeaux
CAF
7, rue du Guquet 33000 Bordeaux

Dijon
SCALP c/o Les Voix sans Maître
7, rue du Dr Chaussier 21000 Dijon

Grenoble
SB381 c/o CRDEP
BP 475 38016 Grenoble cedex 1

Laval
Groupe Cosette Résistance
Boîte vocale : 06 06 04 70 68

Limoges
REFLEX
37, rue de la Boucherie 87000 Limoges

Metz
SCALP c/o SUD-PTT
8, rue Gambetta BP 30 193
57005 Metz cedex

Nantes
SCALP No Pasaran c/o CERED
BP 322 44803 St-Herblain cedex
Ligne 24h/24 : 06 14 87 48 31

Nevers
SCALP c/o Collectif Y'en a Marre
10, rue Mlle Bourgeois 58000 Nevers

Nice
SCALP c/o ADCL
BP 4171 06303 Nice cedex 4

Paris
SCALP-REFLEX
21^{er}, rue Voltaire 75011 Paris
Tél. 01 43 48 51 16

Pau
Anaram au Patac (CROC)
Fronton deu hedas 2 costa de la hont
64000 Pau
Tél. / Fax : 05 59 98 04 90

Rennes
SCALP No Pasaran c/o LAR
9, rue de Malakoff 35000 Rennes

Strasbourg
SCALP
Poste restante, 61 route de Bischwiller
67301 Schiltigheim
Boîte vocale : 06 56 04 52 88

Tours
• La Canaille c/o Manta
BP 2838 37028 Tours cedex
• Groupe libertaire de Tours
BP 0421 37204 Tours cedex 3

Pour les SCALP de :

Anancy, Angoulême
Bourges, Bordeaux
Brive, Compiègne,
Étapes-sur-mer, Florac,
La Roche sur Yon, Lyon,
Marseille, Nancy,
Nîmes, Niort, Périgueux,
Quimper, Rodez, Toulon

et pour tout renseignement :

écrire à :

NO PASARAN
c/o SCALP-REFLEX

21^{er} rue Voltaire
75011 PARIS

☎ 06 11 29 02 15
fax 01 43 72 15 77



QU'EST-CE QUE REFLEXES ?

REFLEXes est le magazine du Réseau No Pasaran, qui a pour objectif de lutter contre le racisme, le fascisme, les idées et pratiques sécuritaires et xénophobes. Nous élargissons ainsi nos activités à toutes les mesures de répression prises par l'État français, mais notre lutte n'est pas seulement hexagonales et nous accordons une grande place à l'Europe. Nous luttons pour la constitution d'un mouvement social reposant sur des collectifs de base auto-organisés dont l'objectif est de reconstruire des espaces autonomes et de contre-pouvoir. Réoccuper l'espace social, réinvestir le tissu associatif, établir des solidarités, mettre en place des structures alternatives nous semblent des tâches décisives pour élaborer une force qui, au-delà de l'antifascisme, pose les jalons d'une autre société.

SOMMAIRE

Occultisme

Christian Bouchet
Docteur Jekyll ou Mister Hyde ?
page 3

Extrême droite

GUD
L'œil de Damas
page 8

Extrême droite

GUD
Réfléchir ou Agir, il faut choisir !
page 11

Enfermement

Entretien avec Parloir libre
Le monde du silence
page 16

Xénophobie d'État

Les Centres de rétention
La France des camps
page 20

Mémoire

Entretien avec Laurent Join
Le camp de Compiègne
page 22

Répression

Entretien avec Helyette Bess
Oubli direct
page 16

Vivre en ville

Urbanisme
Chronique d'une ville annoncée
page 26

N°51 • SEPT. 1998

REFLEXes est édité par
le réseau No Pasaran
directeur de publication :
B. Delmotte

dépôt légal à parution
ISSN 0764 - 9339

commission paritaire :
68 888

REFLEX

→ Christian Bouchet

Docteur Jekyll ou Mister Hyde ?

On ne compte plus le nombre d'articles, brèves et ragots ayant Christian Bouchet pour figure centrale. Ce succès s'explique très largement par l'implication militante du personnage au sein de la nébuleuse nationaliste depuis quelques décennies ; pourtant, la politique n'est pas son seul terrain d'action. Il en est un, nettement plus discret, dans lequel il est tout autant impliqué, celui de l'occultisme et du petit monde des sociétés secrètes. Cet univers suscitant des articles plus délirants les uns que les autres, il mérite qu'on essaie d'y comprendre quelque chose...

ette passion ne date pas d'hier. Durant l'automne 1982, Bouchet fonde la société Aleister Crowley : il édite depuis cette époque la revue *Thelema* à laquelle s'est jointe une société d'édition, les Éditions du Chaos. Ces différentes structures visent la diffusion des enseignements d'Aleister Crowley, né en 1875 en Angleterre et fils d'un grand brasseur dont il a hérité la fortune à l'âge de 12 ans. Grâce à cet argent, Crowley a étudié et a voyagé. Il s'est très rapidement immergé dans les structures ésotériques britanniques dont la plus célèbre est l'Ordre Hermétique de l'Aube Dorée (la Golden Dawn', branche dissidente de la Rose-Croix) et a fondé en 1907 sa propre société : l'Astrum Argentinum (AA).

Codifiés, ses pratiques et préceptes² sont rassemblés dans *Le Livre de la Loi*, texte fondateur du «thélémisme» et véritable bible des disciples de Crowley. Celui-ci assurait en avoir reçu le contenu lors d'un voyage au Caire en 1904, voyage au cours duquel lui serait apparu l'esprit Aiwass. Se présentant à ses débuts comme une Golden Dawn renouée, l'ordre de l'AA déboucha sur une communauté fondée à Cefalu en Sicile en 1920, l'Abbaye de Thélème, dont Crowley est le grand maître sous la dénomination de «Grande Bête 666». Il s'y adonne à sa «Magick sexuelle», système essayant de réaliser la synthèse de toutes les sources de sagesse depuis la plus

haute antiquité et qui lui vaut l'estime de divers courants maçonniques, dont l'Ordo Templi Orientis. Cet ordre avait été fondé en 1895 par l'industriel autrichien Karl Hessner. Crowley l'intégra en 1912. Finalement, les Thélémites furent expulsés d'Italie par le régime fasciste en 1923 après le décès d'un membre de «l'abbaye» empoisonné par de l'eau impropre à la consommation. Crowley mourut en 1947 mais son influence lui survit largement.

Un itinéraire spirituel logique...

C'est vers l'âge de 15 ans et sous l'influence de son oncle maternel passionné de sciences occultes et de mystiques orientales que Christian Bouchet s'est initié à cet univers. Il a en particulier découvert le tantrisme, ce qui l'a logiquement amené à lire les textes de Julius Evola. Il a fait un séjour d'un an en Inde au cours duquel il a approfondi sa maîtrise du yoga tantrique. Revenu en France, il a soutenu une thèse de doctorat en ethnologie à Paris VII sur Aleister Crowley dont l'œuvre lui avait été révélée par les écrits d'Evola le concernant, ainsi qu'une mémoire d'Histoire sur le même personnage. Il devient aussi membre de plusieurs sociétés magiques issues de l'enseignement de

Crowley, dont notamment l'une des branches de

Fais Ce Que Voudras Sera Toute La Loi

l'Ordre du Temple d'Orient (OTO). Depuis la mort d'Aleister Crowley, celui-ci est en effet scindé en six branches principales ainsi qu'en mouvements dérivés, plutôt individualistes.

Bouchet fonde ses propres structures thélémites à savoir la Loge Agape, qui comprend l'OTO version Bouchet, l'Église d'Argent et l'Église Gnostique Catholique (EGC). Ces trois noms reprennent des dénominations utilisées du temps de Crowley, aussi bien l'AA que l'AA, l'EGC (fondée par le mage Papus avant la Première Guerre mondiale) et la Loge Agape (fondée par l'Anglais Wilfred Smith à Pasadena (USA) en 1936).

Dans ces divers groupes, on pratique la «magie sexuelle» chère à Crowley ainsi que la «magie expérimentale» des hallucinogènes (champignons notamment).

1. Dont faisait également partie le poète irlandais Yeats comme le rappelle Bouchet dans une note de lecture publiée dans la revue *Sol Invictus*, dirigée par Christophe Levalois.

Sol Invictus n°1, printemps-été 1987

2. Dont le principal est «Fais Ce Que Voudras Sera Toute La Loi» qui est également la devise de l'abbaye de Thélème (*Thelema* : volonté libre) décrite par F. Rabelais dans *Gargantua*.

3. Giudicelli semble également être le dirigeant d'une petite secte luciférienne, MYRIAM, fondée par Bertrand De Cressac de la Bachelerie, ancien collaborationniste.

4. Groupe de Recherches et d'Études sur la Civilisation Européenne.

5. Ne sont évoquées dans ce court article que les personnes ayant un rapport direct avec Bouchet. Il est évident qu'un article plus complet sur le sujet devrait comporter des allusions à des hommes comme le néo-nazi musulman Claudio Mutti, le païen C. Levallois, des groupes comme la communauté de Theilhède ou des références philosophico-occultistes comme J. Evola.

6. *Goliath* n°51, nov.-déc. 1996.

7. Il a également démenti les affirmations de la *Lettre du Réseau Voltaire* n°102 concernant l'implication éventuelle des nationalistes-révolutionnaires dans les incidents survenus dans le sud-est de la France depuis quelques années (profanation de Carpentras, incendie criminel du temple maçonnique d'Orange).

Réfutant toute appartenance au courant satanique, Bouchet précisait : «Je n'ai jamais été mis en cause dans l'enquête judiciaire sur la profanation du cimetière de Carpentras. Je n'ai jamais été en contact avec la police ou avec un juge concernant cette déplorable affaire.» (in *La Lettre du Réseau Voltaire*, 11 fév. 1997)

8. cf. Aleister Crowley, «Hymne à Satan», in *Thelema* volume I n°2 et J. Mousseau, «Un compagnon de Lucifer : Aleister Crowley», in *Thelema* volume I n°3.

En novembre 1993, une enquête du journaliste de *L'Événement du Jeudi* Serge Faubert éclaire quelque peu cette nébuleuse de sociétés maçonniques à laquelle participe Bouchet, en particulier le Groupe de Thèbes, fondé par Rémi Boyer. Celui-ci se veut une structure rassemblant les principaux responsables de sociétés maçonniques ou occultes ayant une certaine importance en France. Derrière le Groupe, on trouve un deuxième cercle, encore plus discret, le Cercle d'Alexandrie. Bouchet s'y trouve en bonne compagnie mystique et politique puisqu'il y côtoie J.-P. Giudicelli³, ancien d'Ordre Nouveau (ON) et Troisième Voie (TV), Georges Magne de Cressac, organisateur d'une conférence de Robert Faurisson à Limoges en septembre 1987, J.-M. d'Asembourg, proche du russe Alexandre Douguine, responsable du Front national bolchevique et de la Nouvelle Droite russe, et même un ancien des Brigades rouges, Paolo Fogagnolo, qui affirme avoir vu la Vierge à la suite d'une grève de la faim en prison et veut «sensibiliser les foules au fait que le communisme révolutionnaire doit être conjugué à la sacralité spirituelle, comme l'était le christianisme à ses débuts». Suite à ce dossier, le Groupe de Thèbes est dissous mais C. Bouchet n'en continue pas moins ses activités mystiques, puisqu'il a participé entre autres au colloque organisé à Paris en février 1996 par la revue ésotérique *L'Originel*. Il y a côtoyé des représentants du GRECE⁴, des animateurs des revues *Réfléchir & Agir*, *Combat*, *Muninn*, *Antaios* et également Arnaud d'Appemont, de son vrai nom Arnaud Dupont, ancien du GRECE et associé de Philippe-André Duquesne, lui-même ancien du GRECE et ancien responsable de la librairie parisienne l'Encre, animateur de la revue *Secrets & sociétés*, consacrée à ces thèmes⁵. Il est d'ailleurs clair que l'action de l'ex-Groupe de Thèbes se poursuit sous forme de rencontres, d'organisation de colloques et de participation à des publications.

... mais un itinéraire honteux ?

L'enquête de Serge Faubert, pourtant datée de 1993, continue à servir de référence pour tous les dossiers consacrés au sujet. C'est ainsi que l'on retrouve une partie de ses informations dans les communiqués de presse diffusés par le PCN en 1996 après la scission survenue au sein de NR, et dans le dossier réalisé par l'équipe de la revue *Goliath*⁶ sur «l'internationale satanique»⁶. Christian Bouchet y a opposé un vigoureux démenti⁷, publié en mars-avril 1997, dans lequel il affirmait : «Je ne suis pas un sataniste pour la bonne raison que je suis athée et qu'en conséquence je ne crois ni en Dieu ni au diable, ni dans les anges ni dans les démons. Je ne suis pas le (ou l'un des) responsables de l'Ordo Templi Orientis. Si j'ai fréquenté cette organisation (comme j'ai aussi fréquenté la Golden Dawn, les martinistes, les obédiences maçonniques égyptiennes, etc.), si j'ai participé à ses réunions, cela a été dans le cadre de mes études (j'ai en effet effectué une

maîtrise d'histoire et un doctorat d'ethnologie sur Aleister Crowley et ses disciples) et dans une optique "d'ethnologie participative et d'immersion". Rien de plus. J'ajouterai que l'OTO n'est absolument pas une structure sataniste mais une organisation initiatique fort classique dont les rituels et la pratique s'apparentent étroitement à la maçonnerie, et dont la majeure partie des membres sont d'ailleurs maçons. Crowley lui-même n'était pas sataniste et sa pensée relève du gnosticisme». Cette réponse appelle certains commentaires, aussi bien quant à l'intérêt porté par Crowley et Bouchet à l'ésotérisme sataniste⁸ qu'au regard de l'implication de ce dernier au sein de l'OTO.



En ce qui concerne Crowley, il est certain qu'une grande partie de ses déclarations satanistes étaient faites pour «choquer le bourgeois». Certaines appellations étaient directement issues de sa conception du monde. Il en va ainsi de son auto-dénomination de Grande Bête 666. Crowley considérait en effet avoir atteint un degré de magicien tel qu'il puisse se considérer Maître Théron, Bête de l'Apocalypse annonciatrice d'une nouvelle période («éon»). Il est évident que de telles affirmations ne pouvaient qu'entretenir la confusion sur son engagement sataniste supposé. Les analyses de J. Evola dans *Masques et visages du spiritualisme contemporain* et de Massimo Introvigne dans son *Enquête sur le satanisme* nous semblent extrêmement convaincantes sur le cas Crowley : l'occultisme du mage anglais n'avait guère besoin de s'embarrasser d'un satanisme de pacotille dont la principale caractéristique est selon Evola «un plaisir pour la perversion en tant que telle», ce qui n'était pas le cas de Crowley à l'évidence.

Il en va tout autrement de l'intérêt porté par Bouchet à l'ésotérisme. Les communiqués du PCN ont été extrêmement clairs et précis à ce propos, même s'il nous





faut garder une grande prudence à l'égard des assertions de ce groupuscule, qui peuvent n'être qu'une vulgaire vengeance étant donné que Bouchet est l'un de ceux qui ont révélé l'existence d'une cassette vidéo vendue en Allemagne, dans laquelle on pouvait assister aux exploits sexuels du petit Duce du PCN, Luc Michel et que des membres du PCN issus de NR multiplient les procès contre Bouchet⁹. Néanmoins il est sorti suffisamment d'éléments de l'ombre à l'occasion des profanations de Toulon¹⁰ et Aix pour que des recoupements soient possibles. Bouchet n'est pas le premier à utiliser cet argument d'«ethnologie participative» et son activité ésotérique dépasse largement ce qui est nécessaire



pour des études de ce type. Il affirmait d'ailleurs il y a deux ans dans la revue *Murmures d'Irem* : «Quant à moi, pour conclure, je ne fais quasiment aucune différence entre mon engagement politique et mon engagement occultiste. J'ai la conviction que l'un et l'autre participent à un engagement plus vaste et réellement existentiel. En ce qui concerne le champ ésotérico-occultiste : [mes projets sont] développer le mouvement thélémitte en Europe et en France et faire prospérer les éditions du Chaos.» Ambitieux projet pour quelqu'un de simplement intéressé...

Par ailleurs, les liens entre occultisme et nationalisme sont pour le moins anciens. C'était par exemple le cas de la société fondée en mars 1908 par l'Allemand Guido von List et qui réunissait des militants nationalistes, pangermanistes, occultistes (théosophistes) et antisémites. List lui-même conçut un projet impérial qui s'appuyait sur un assujettissement impitoyable des non-Aryens aux Aryens.

Ces conceptions politico-mystiques s'inscrivaient dans un vaste mouvement de pensée dont les nazis ont hérité au début des années 1920 via la Société Thulé issue du Germanenorden. Le fascisme italien a d'ailleurs eu

la plus grande part de sympathie des occultistes européens des années 1920. Quant à l'OTO du début du siècle, il est issu de la fusion typiquement allemande entre héritage templier et rites maçonniques déviants. De fait, comme le souligne Bouchet dans son droit de réponse à *Golias*, l'OTO était un ordre templier calqué sur la franc-maçonnerie. Néanmoins, la proximité spirituelle avec d'autres ordres comme l'Ordo Novi Templi fondé en 1907 comme une association aryenne d'aide mutuelle, avec le but de promouvoir la conscience raciale par la recherche généalogique et héraldique, les concours de beauté et la fondation de communautés racistes dans les régions sous-développées du monde, fait de l'OTO un ordre occultiste bien plus proche, de façon anachronique, des préoccupations du Reichführer SS Himmler que de celles des petits chanteurs à la croix de bois. C'est d'ailleurs bien en cela que les engagements politique et ésotérique de Christian Bouchet sont intéressants : ils montrent l'attachement spirituel à des courants religieux profondément réactionnaires, basés sur un aristocratismes sans faille et un pseudo anticapitalisme qui a bien du mal à masquer une haine farouche de l'égalité sociale.

En tout état de cause, le coup de pied dans la fourmière pédophile et pédéraste donné par les autorités belges et françaises depuis quelques mois et le démantèlement du réseau Toro-Bravo en particulier montrent que satanisme, occultisme et nationalisme font très bon ménage et que la recherche des «racines européennes» prend souvent un caractère particulièrement pervers, dont Michel Caignet n'est finalement que le représentant le plus caricatural. Il est manifeste que la confusion entre paganisme et satanisme n'est pas une déviation néfaste pour tout le monde, même si quelqu'un comme Bouchet affirme le contraire.

Ne parlons que de ce qui fâche !

Au singulier parcours de Bouchet mêlant à la fois politique et occultisme s'ajoute un certain nombre de questions sur le rôle et l'itinéraire de Nouvelle Résistance. Tant sur le plan politique que sur celui des relations internationales, NR a accumulé les volte-face et le double langage.

C'est bien sûr le cas à l'égard du FN. Alors que NR s'est construite sur une ligne d'opposition systématique au discours droitiste de Malliarakis et à l'intégration de celui-ci dans l'orbite frontiste, elle a peu à peu modifié ses attaques contre le FN en ne visant plus que certaines tendances du courant lepéniste, à savoir les catholiques intégristes. Dès le deuxième congrès tenu à Valenciennes en août 1995, André-Yves Beck (devenu depuis attaché de communication du maire FN d'Orange Jacques Bompard¹¹) avait déposé une motion au nom de la région Rhône-Alpes qui prônait une politique de rapprochement avec certains secteurs du FN. Le renvoi d'ascenseur a d'ailleurs été efficace

9. cf. le «Droit de réponse» de l'association Nouvelle Résistance à la fin de cet article.

10. Ces profanations ont quelque peu perturbé le petit milieu musical nationaliste-révolutionnaire et païen militant, au point que la revue marseillaise *Combat*, l'un des fleurons de ce courant, s'est sentie obligée de préciser en en-tête d'un dossier consacré au groupe de black-métal Burzum (n°31) : «À la suite de l'incident détestable survenu à Toulon et des amalgames tentants [sic] qui pourraient en résulter, la rédaction tient à préciser que la présentation de groupes Black-Métal ne signifie en aucun cas un soutien à des pratiques sataniques que nous tenons pour un christianisme inversé. Notre optique est païenne seulement et strictement; seule la musique et le renouveau qu'elle apporte nous intéresse. Le satanisme est le symbole de l'avilissement d'une jeunesse gavée de bonne moralité chrétienne. Il ne peut pas être, il n'est pas une alternative.» Quand les rats (noirs) quittent le navire...

11. cf. REFLEXEs n°47

puisqu'à l'occasion de la polémique autour de la bibliothèque d'Orange, on a pu apprendre que la mairie achetait régulièrement des livres et revues à l'ARS (Association Recherche & Solidarité), structure de VPC dirigée par Bouchet au profit de NR. Le pas final a été franchi avec la scission de l'été 1996 qui a vu une partie des militants claquer la porte et s'avérer très bavards sur la vie interne de l'organisation. L'ex-NR¹² n'est donc plus maintenant qu'un satellite du FN ; cela ne vient pas pour autant effacer l'aspect trouble de certaines activités passées ou liens sur le plan international. En cela, NR est bien l'héritière des structures nationalistes-révolutionnaires des années 1970 qui ont toujours entretenu d'excellents rapports avec les barbouzes d'État. Déjà en 1973-1974, l'Organisation Lutte du Peuple (OLP) dans laquelle militait Bouchet avait passé des accords avec le SAC pour lutter en commun contre les «gauchistes». En 1975, c'est la DST qui établissait des contacts avec les Cahiers du Centre de Documentation politique et universitaire, organe d'une fraction des

nationalistes-révolutionnaires où l'on retrouvait des anciens de l'OLP (Yves Bataille, Yannick Sauveur) et qui était dirigé par Michel Schneider. Plus près de nous, on connaît la filière des militants d'extrême droite qui allaient se battre en pays Karen et que l'on retrouvait par la suite dans des structures barbouzardes comme celle de Bob Denard. Eux aussi travaillaient pour certains services de renseignement. Dans une interview à Réfléchir & Agir, Christian Bouchet, décrivant son itinéraire politique, avouait sans mal qu'il «avait rejoint l'OLP en 1973 et n'avait plus quitté le courant Thiriart et nationaliste-révolutionnaire depuis, même s'il avait participé à diverses infiltrations qui sont l'une des actions caractéristiques des groupes partisans de Thiriart», le même Thiriart dont la collaboration avec les services de renseignements occidentaux dans les années 1960 et 1970 est avérée. Décidément, la propension de certains militants politiques à lécher les bottes de ceux qui nous oppriment sera toujours pour nous un sujet inépuisable de curiosité et d'étonnement...

12 c'est-à-dire tous les militants rassemblés autour de la revue Résistance !, de la revue Jeune Résistance et Fabrice Robert et enfin de l'Appel des 31 pour l'unité des nationalistes révolutionnaires.



DROIT DE RÉPONSE DE L'ASSOCIATION-LOI DE 1901 «NOUVELLE RÉSISTANCE» (NR) AU BIMESTRIEL REFLEXes, 27 JANVIER 1998

Mis en cause dans des articles intitulés respectivement «Comme un indien métropolitain» et «Djihad Zina - Quand la musique fait bon bruit», la version de décembre 1997 du bimestriel REFLEXes, le bureau légal de l'association «NOUVELLE RÉSISTANCE» (NR), tient à apporter les rectifications suivantes :

1 - La loi n° 101 du 17 juillet 1901 «NOUVELLE RÉSISTANCE» est la seule détentrice légale de sa dénomination statutaire et son bureau est le seul à pouvoir l'utiliser en son nom.

2 - Christian Bouchet a été exclu dans les formes prévues par la majorité des membres, de l'association le 27 septembre 1996.

3 - Depuis sa création, il continue à prétendre parler au nom de l'association. Il fait pour ce chef l'objet de plusieurs plaintes avec constitution de parties civiles dont les instructions sont en cours. Bobigny, 1997 : abus de biens sociaux, escroqueries et utilisation illégale de la dénomination légalement protégée de son association déposée en préfecture.

4 - En juillet 1996, NR a été secourue par une prise au risque que la suite du mouvement de protestation au profit d'Alençon. En septembre 1996, la dénomination des membres du bureau de NR a été utilisée par C. Bouchet, A.-Y. Beck, F. Robe-

Ombrouck et plusieurs autres cadres pour collaboration avec le FN. [...] Le mouvement a en outre décidé de fusionner avec le réseau français du Parti Communautaire National-européen (PCN), dans lequel la plupart des Groupes de base et Fédérations de NR se sont intégrés. L'immense majorité des militants de NR ont approuvé ce choix, qui implique une stratégie offensive contre l'extrême droite en Europe, comme en France. Un quartetion d'écrits continuant dans un but de provocation médiatique à utiliser en toute illégalité la dénomination de l'association. 5° Depuis octobre 1996, de nombreux militants de NR sont des cadres actifs de la structure francophone, active en France, Belgique et Suisse, du PCN, spécialisée dans la lutte contre l'extrême droite, le Collectif Résistance-Européenne Europäische Widerstand.

6 - NR ne cautionne donc nullement la stratégie pro-FN de Bouchet et de ses amis, pas plus que les liens avec les mouvances néonazies, skins, satanistes et autres, que nous encourageons nos premiers à dénoncer.

Pauline Breaux
Présidente



Dire que ce droit de réponse nous a bien fait rigoler serait malhonnête : il nous a seulement bien fait ricaner... Rustres que nous sommes ! Nous avons osé mettre le bout du nez dans l'univers impitoyable des nationalistes-révolutionnaires français où tout n'est que fiel et procès... Inutile, pensons-nous, de préciser que nous ne publions des extraits de cette lettre que pour l'édification de nos lecteurs. Pauvre Christian Bouchet ! En but à la concurrence féroce et à la hargne de P. Pissier dans le domaine ésotérique, le voilà traîné en justice pour utilisation illégale de nom d'association. Mais qu'il se rassure, le PCN aura bientôt droit à un petit missile de notre part. Patience et longueur de temps...

GROS PLAN SUR Christian Bouchet

MILITANT POLITIQUE

De la Nouvelle Action française aux cercles Résistance

Né en 1955. Marié. Père d'un enfant.

Actuellement enseignant en Droit et Techniques commerciales; ancien agent immobilier.

Issu d'une famille royaliste qui connut des problèmes à la Libération pour son pétainisme fervent, il a été élevé dans une tradition militante : la famille connut de nouveaux problèmes durant la guerre d'Algérie pour son soutien à l'OAS. Au début des années 1970, il adhère à la Nouvelle Action française de B. Renouvin, groupe issu d'une scission de la vieille Action Française et influencé par les événements de 1968 (enfin... autant que faire se peut pour une organisation royaliste). Son évolution politique le pousse à adhérer à l'Organisation Lutte du Peuple (OLP) dirigée par Y. Bataille. Cette dernière est la copie conforme d'un mouvement créé en Italie en 1969 par Serafino Di Luia et qui symbolise la tendance «nazi-mao» de l'extrême droite italienne. L'OLP italienne fut par la suite impliquée dans la stratégie de la tension et en particulier l'attentat de la Piazza Fontana.

Depuis cette époque, il poursuit un parcours politique dans la mouvance nationaliste-révolutionnaire tout en participant à diverses organisations plus ou moins proches de ce courant. C'est ainsi qu'en 1979 il rejoint le Mouvement Nationaliste Révolutionnaire (MNR) de Jean-Gilles Malliarakis. Mais son éclectisme politique le fait également adhérer en 1982 aux CAR, Comités d'Action Républicaine, structure créée par Bruno Mégret (alors au RPR) pour multiplier les contacts entre droite dite «parlementaire» et droite dite «nationale» mais également armer idéologiquement le discours national-libéral. Ne reculant devant aucun sacrifice, il devient membre du GRECE à peu près à la même époque.

1985 : le MNR devient Troisième Voie (TV) et Bouchet accède au poste de responsable pour la région nantaise. Cette situation provoque son exclusion du GRECE en 1988 puisque les relations entre TV et la principale structure néo-droitiste sont alors au plus bas. Elles semblent s'être réchauffées depuis, un signe manifeste étant la rencontre entre C. Bouchet et M. Rollet, «chancelier» du GRECE, à Marseille durant l'été 1995. Ce rapprochement s'explique peut-être par la scission-querelle entre le GRECE et Synergies européennes'.

Au sein de TV, C. Bouchet développe une tendance qui prend le nom de «terceriste radicale» et se dote d'une feuille d'info. : *Alternative terceriste*. Il y attaque régulièrement Malliarakis au nom de l'idéal nationaliste-

révolutionnaire, lui reprochant son rapprochement avec le FN et son rôle au sein du CDCA. En juillet 1991, Bouchet franchit le Rubicon et diffuse à tous les adhérents et sympathisants de TV une circulaire dans laquelle il convoque une réunion du conseil national de TV pour le 31 août. Se réclamant du national-bolchévisme, Bouchet et sa tendance proposent de rompre avec la dérive réactionnaire de Malliarakis et de fonder une nouvelle organisation : Nouvelles Résistances (cf. *REFLEXEs* n°37). Dans une lettre de mise au point, Malliarakis réplique en accusant Bouchet d'avoir détourné le fichier et les cotisations des sections, bref de s'être tiré avec la caisse, et revendique le maintien de TV. Politiquement, NR vise à la construction d'un «Front uni anti-système» et se réclame tout à la fois de l'anticapitalisme et de l'antiaméricanisme, du localisme autogestionnaire, etc.

Cette récupération de thèmes portés par l'extrême-gauche des années 1970 s'accompagne également de celle de logos, affiches et slogans du mouvement libertaire sur lesquels l'organisation se contente de placer son sigle.

Il faut ajouter à ce tableau fort succinct l'infiltration de diverses structures (Socialisme International, Écolo-J) et luttes (Tunnel du Somport, lutte anti-Mac Do'). ●

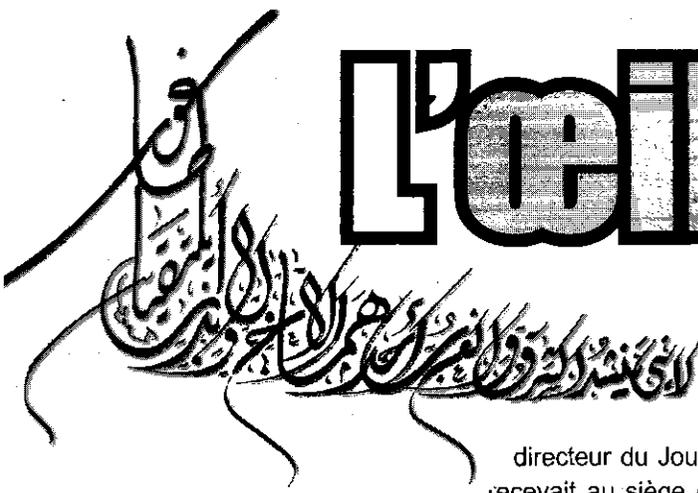
* Les principales figures de ce groupe, Robert Cousty et Philippe Pissier, semblent tout aussi intéressées que C. Bouchet par l'ésotérisme et par les pratiques sataniques, le premier étant à l'origine d'une intervention au colloque de *l'Original* sur «Les origines de la WICCA en Angleterre entre mythe et réalité» et le second dirigeant les Éditions du Blockhaus dont le catalogue contient divers ouvrages d'Aleister Crowley ou de l'Ahnenerbe. L'Institut d'études ésotériques et raciales de la SS dirigé par Heinrich Himmler. P. Pissier est par ailleurs à l'origine d'une énième branche de l'OTO et ne manque jamais une occasion de dire tout le mal qu'il pense des activités et du travail de C. Bouchet. Comme quoi il n'y a pas que les trotskistes qui savent s'excommunier... Il y a les occultistes aussi !



→ QUAND LE GUD PREND

LE PARTI DE L'ÉTRANGER

L'œil de Damas



Le 3 décembre 1996, Y. Deraï,

directeur du Journal *Tribune juive*, recevait au siège de ce journal une cassette vidéo piégée : cette tentative d'attentat fut revendiquée par des personnes déclarant faire «partie de la grande nation arabe comme certains font partie de la grande nation juive» et être solidaires «du sort qui est fait à [leurs] frères palestiniens». L'enquête de police déboucha sur une douzaine d'interpellations et sur plusieurs perquisitions chez des membres ou des proches du GUD¹. Les résultats de cette enquête à prétexte permirent d'établir des liens financiers, idéologiques et matériels entre ce milieu et des pays arabes tels que la Syrie ou l'Irak, et confirmèrent les relations étroites qu'ils entretiennent avec certaines factions du Front national. Pour notre part, nous avons essayé d'en savoir plus, histoire que l'État n'ait pas le monopole de l'information.

A lors que la tentative d'attentat contre *Tribune juive* a lieu le même jour que celui perpétré dans le RER à Paris, ce n'est pas à la piste islamiste que s'intéressent les policiers. Au vu de l'objectif visé et du contenu du texte de revendication, les RG de la préfecture de police de Paris font le rapprochement avec une série d'affiches collées sur Paris entre janvier et juin 1996. L'une de ces affiches, signée par le GUD, met à l'honneur l'artificier du Hamas Yehia Ayache, tué par les services spéciaux israéliens ; une autre proclamant «Israël tue, ONU complice», sortie lors du massacre de Cana, est signée «Union et Défense des Victimes du Sionisme» ; une autre encore, «Et si l'abbé Pierre avait raison ?» porte la signature d'une «Union et Défense de la Liberté d'Expression». Pour les RG il n'y a aucun doute, le GUD se cache derrière ces différentes signatures. C'est donc vers lui que s'oriente l'enquête, même si les certitudes policières sont bien faibles².

Honneur au chef !

À tout seigneur tout honneur, le premier à recevoir la «visite» de la brigade criminelle fut Frédéric Chatillon, ancien responsable du GUD. À son domicile de la rue du Renard dans le IV^e arrondissement de Paris, la poli-

ce trouve un calibre. Coup dur pour Chatillon qui aspire depuis quelque temps à une certaine respectabilité. En effet, en épousant Marie d'Herbais, il est devenu le gendre de la comtesse Katherine d'Herbais, qui, outre le fait d'être riche, est conseillère régionale FN et a longtemps été l'une des principales actionnaires avec son mari du journal *Minute*. Elle possède par ailleurs un château qui défraya la chronique en servant de décor au film X «Les Visiteuses», remake du film de J.-M. Poiré avec Tabata Cash en interprète star... Il faut ajouter à cela que Chatillon est maintenant le papa d'un charmant bambin dont le parrain n'est autre qu'un certain Jean-Marie Le Pen. Enfin, pour parfaire sa reconversion, il a créé une société en communication intitulée Riwal (cf. *infra*). Bref, cette vilaine histoire avec la police risque de mettre à mal ses envies d'embourgeoisement.

Il finit par avouer que le flingue appartient à un autre membre du GUD, Antoine Roucheray (c'est pas bien de balancer un camarade, Frédéric...) qui est à son tour interpellé. La police se rend ensuite rue Pierre Demours (dans le XVII^e arrondissement) chez Thomas Lagane, lui aussi membre du GUD. Les inspecteurs trouvent chez lui quelques «souvenirs» rapportés de Croatie où il s'était rendu en compagnie de Chatillon.

Fidélité à la famille !

C'est au tour d'Axel Loustau, demeurant boulevard de Saint-Julien à Meudon (92), d'être l'objet de la curiosité policière. Cadre dans une banque, il fait partie d'une famille très connue à l'extrême droite : son père Fernand Loustau, mort en 1993, dirigeait une société de gardiennage, Normandy Sécurité, impliquée en février 1997 dans le «vidage» de la fromagerie Besnier à Isigny, occupée par des grévistes. À cette occasion, cet ancien officier du 3^e REP avait fait appel à une trentaine d'anciens paras, membres comme lui de l'UNP (Union Nationale des Parachutistes). On retrouve Fernand Loustau comme actionnaire d'une société intitulée Veronica SA, qui offre la particularité d'avoir pour actionnaires le gratin de l'extrême droite française. Qu'en on juge :

- Anne Meaux, actuelle attachée à la communication d'Alain Madelin (après avoir été celle de Giscard, époque à laquelle elle gagna le surnom d'Eva Braun), est une ancienne militante d'Ordre nouveau et du PFN ;

1. Groupe Union Défense.

2. Mais nos milieux militants sont tellement habitués à ce type d'enquête à prétexte, que ce soit pour un plan de prison publié, une lunette de visée laser volée à l'armée ou des affiches ridiculisant la police, que celle visant des militants nationalistes ne nous a ni surprise, ni vraiment attristée. Ainsi va la vie, ainsi vont les faux-semblants...

- Gérard Penciolelli, actuel directeur de *Minute*, ancien d'Ordre nouveau et du PFN ; très proche de certains milieux patronaux et d'Alain Madelin ;
- Bernard Lehideux, permanent au Parti républicain, et dont la sœur Martine est vice-présidente du FN et responsable du Cercle national des Femmes d'Europe ;
- Jean-Pax Méfret, «le chanteur de l'Occident» ;
- Gérard Écorcheville, ancien d'Occident, du GUD, d'Ordre nouveau et du PFN, recyclé au RPR par Pasqua avant de finir au FN ;
- le «Prince noir» Henri de Bourbon.

Fernand Loustau est par ailleurs un vieil ami de Jean-Marie Le Pen, à qui il prêta des locaux en 1985 pour héberger la «radio libre» proche du FN, Radio Courtoisie. Il fut également l'un des actionnaires de *National Hebdo*. Sa société Normandy Sécurité (reprise par sa femme) assura le service d'ordre de plusieurs manifestations du FN, tandis que plusieurs militants d'extrême droite (dont certains du GUD) y furent embauchés. C'est maintenant son fils Axel qui a repris le flambeau. Membre du FNJ, il fut candidat frontiste aux dernières élections législatives dans la 10^e circonscription des Hauts-de-Seine. À noter que la police interpella, en même temps qu'Axel, son frère et sa mère : quelle famille !

Ainsi, la nouvelle génération du GUD est dans le collimateur des flics³. Mais l'ancienne n'est pas oubliée pour autant : pour preuve, l'arrestation d'Alban Druet. La police fut moins chanceuse rue Singer (Paris XVI^e), où, après avoir pénétré par effraction dans l'appartement de Gauthier Guillet, elle s'aperçut de l'absence de son propriétaire. Ce dernier, chef d'entreprise, se trouvait en effet à Vitrolles, où il était candidat en 7^e position sur la liste de Mégret aux municipales. De quoi décevoir son grand frère Jean-Jacques Guillet, ex-député RPR, ancien d'Occident converti au gaullisme par les bons soins de Charles Pasqua dont il est un des proches. D'après *Wotan*, journal des CHS (démantelés depuis février de cette année avec l'arrestation d'Hervé Guttuso et de ses petits camarades), cet intérêt pour le GUD proviendrait des dénonciations de Bonnefoy, ancien responsable du GUD avant la reprise en main de celui-ci par Chatillon au début des années 1990. Cette collaboration avec la police daterait de longtemps et expliquerait la réapparition de Bonnefoy au sein du Parti national républicain, groupuscule soutenu en sous-main par les réseaux d'un ancien ministre de l'Intérieur...

Mains sales...

Après Chatillon lui-même et ses petits copains, c'est au tour de sa société, Rivoal Communication, de connaître les délices de la perquisition.

Créée en mars 1985 avec un capital de 100 000 francs, elle a pour principales activités le conseil en communication, le marketing direct, l'édition de livres et de revues et la vente par correspondance. Elle était à l'origine domiciliée 6 rue Saint-Bon (Paris IV^e). Un an plus tard, la société a déménagé au 10 rue Laurent Pichat (Paris XVI^e), son adresse actuelle. Le gérant de la société est Axel Loustau, avec pour associée Marie d'Herbais. Parmi les actionnaires de Rivoal on retrouve :

- Chatillon et sa femme Marie d'Herbais (260 parts à eux deux) ;
- Anne-Christine Delaunay, sœur de Chatillon, à qui il a vendu 260 parts en septembre 1996 (sur les 470 qu'il possédait auparavant) ;
- Axel Loustau (240 parts) ;
- Thomas Lagane (240 parts).

Entre autres productions, Riwal maquette la lettre d'informations d'Emmanuel Ratier *Faits & Documents* ainsi que quelques numéros du journal municipal de Marignane. Par le biais des Éditions des Monts d'Arrée, créées en août 1995 et rattachées à Riwal Communication, Chatillon diffuse deux livres : le premier, *Les Rats maudits*⁴, raconte l'histoire du GUD depuis sa création, le second décrit la république fasciste de Salo, créée par Mussolini vers la fin de la guerre. Le texte de présentation de ce livre a été rédigé par un «expert» en la matière, l'ancien Waffen SS Christian de la Mazière, qui fut un temps directeur de publication du *Choc du Mois*⁵.

À l'issue de cette opération, les policiers auraient saisi des armes à feu, des armes blanches, de la littérature antisémite, des manuels de fabrication d'explosifs.

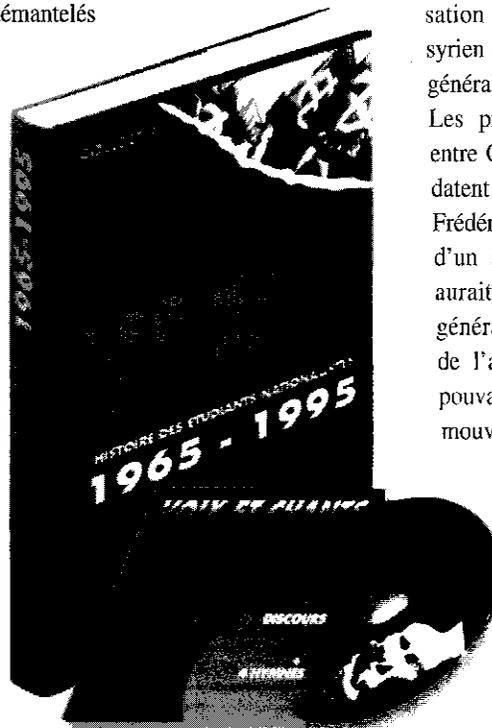
Mais, plus intéressant, nous avons découvert de notre côté que les fameuses affiches pro-Hamas et révisionnistes collées par le GUD ont été payées et fabriquées à Damas, avec l'autorisation du Ministre syrien de la Défense, le général Tlass.

Les premiers contacts entre Chatillon et Tlass datent d'octobre 1994 : Frédéric Chatillon, lors d'un séjour à Damas, aurait rencontré le général pour discuter de l'aide que celui-ci pouvait apporter à son mouvement.

3. L'analyse de Pierre Guillaume, l'animateur de La Vieille Taupe, diffère en partie de celle-ci. Pour lui, ce qui aurait motivé les enquêteurs, ce serait la diffusion du Droit de réponse de Roger Garaudy à ses calomnieux et toutes les activités menées autour de cette affaire. D'après lui, «pendant les perquisitions et les gardes-à-vue, les policiers n'ont même pas fait semblant de croire un instant à une éventuelle responsabilité des interpellés dans l'envoi de la cassette (mal)-piégée à *Tribune juive*. Manifestement, ils cherchaient à se renseigner sur la manière dont les interpellés avaient découvert le révisionnisme historique» (*Bulletin confidentiel* n°4 - janvier 1997). Et Pierre Guillaume est le nombril du monde...

4. Livre par ailleurs très riche du point de vue iconographique et globalement intéressant. À compléter bien entendu par la lecture de la brochure publiée par REFLEX, *Le GUD, autopsie d'un moribond*.

5. Christian de la Mazière est relativement atypique et plus du tout militant. Il essaime des interview dont certaines sont parfois surprenantes, comme celle délivrée il y a quelques années à *Historia* et dans laquelle il révélait son adhésion totale au mouvement de la jeunesse de mai 1968, y décelant les mêmes motivations que les siennes durant la guerre et son engagement dans la Waffen SS.



← **Chants mussoliniens, apologies des petites frappes fachos du Quartier latin... La culture version GUD.**

6. Le livre de Jürgen Graf a été réédité il y a quelques mois en langue arabe par l'éditeur égyptien Madbouli qui en a fait un deuxième tirage de 50 000 exemplaires.

À son retour en France, le leader du GUD fut interrogé par les services spéciaux français sur les raisons de ce voyage et sur ses contacts avec les autorités syriennes. Par ailleurs, en plus des affiches, Damas finance très largement l'édition par Chatillon et ses petits copains de textes révisionnistes qui sont ensuite traduits en arabe et diffusés au Moyen Orient : *L'Holocauste au scanner* de Jürgen Graf, *Les Mythes fondateurs de la politique israélienne* de Garaudy, *Critique de la Raison juive occidentale* de David Warlet (cf. article sur *Réfléchir & Agir* aux pages suivantes)... Tous ces textes ayant pour particularité d'avoir été traduits par la même personne, Jawad Bashara, qui participa également à l'écriture du livre de Warlet (cf. infra).

... et tête Baas !

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que la Syrie finance les activités de l'extrême droite française.

Dans les années 1970, François Duprat, un des théoriciens du FN, avait reçu des fonds de pays arabes, dont la Syrie, pour la création de son comité de soutien à la Palestine ainsi que pour la diffusion des premiers écrits révisionnistes connus, comme la version française du livre de l'anglais Richard Harwood *Did six million really die ?*.

Plus près de nous, lors des élections européennes de 1984, Rifaad El Assad, chef des services secrets syriens et frère du président Hafez El Assad, accorda une obole de 20 000 francs au FN via la candidature de Soraya Djebbours à ces élections.

D'autres liens plus étroits semblent avoir été établis grâce à l'association Citoyen de France créée en décembre 1992. Cette association se donnait pour but de «réconcilier les Français et de lutter contre l'exclusion et la discrimination». On trouvait à sa tête Sid Ahmed Yahiaoui, conseiller régional FN à l'époque (il a depuis démissionné). Au bureau de l'association on trouvait également :

- Pascal Gannat, ancien du PFN, conseiller régional FN, membre du cabinet de Jean-Marie Le Pen et connu pour être un de ses «nègres», chargé d'écrire ses discours ;

- Martin Pelletier, ancien journaliste au *Quotidien de Paris*, actuel rédacteur en chef de *National Hebdo* ;

- Adnan Azzam, né en Syrie, connu dans les milieux spécialisés pour être un proche des services secrets syriens, propriétaire en outre du restaurant Zenobie, à Paris, fréquenté par Rifaad El Assad. et où eurent lieu, dit-on, d'intéressantes rencontres entre ce dernier et des membres du FN...

Cet appel au monde arabe pour de vulgaires histoires d'argent devient d'ailleurs une habitude dans les milieux nationalistes et nationalistes-révolutionnaires français. La Lybie semble en effet un généreux donateur pour tous ceux qui courtisent son chef vénéré Mouammar El Khadafi. En témoigne la participation en septembre 1997 d'une délégation du Parti communiste national-européen à la conférence annuelle organisée par le pouvoir lybien, le Camp de Jeunesse pour les Mouvements verts, pacifistes et alternatifs. Le PCN prend en cela la relève de Nouvelle Résistance et c'est d'ailleurs l'ancien responsable Ile-de-France de ce mouvement, Fabrice Beaur, qui emmenait les Français du PCN. M. El Khadafi a d'ailleurs des vertus de grand rassembleur puisqu'il est cité comme référence nationaliste-révolutionnaire par Christian Bouchet, à l'instar de Nasser ou de Peron.

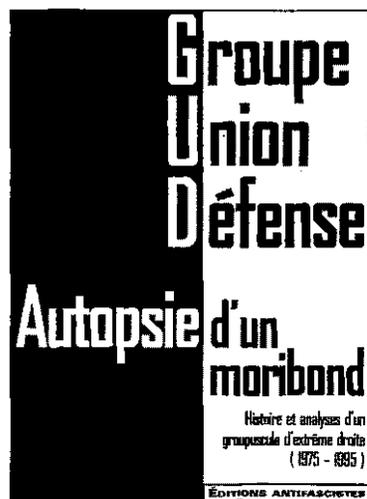
La descente de police dans les milieux goudards ou assimilés n'avait sans doute finalement pour seul but que de rappeler à tout ce petit monde que l'État français n'entend pas laisser se développer des contacts susceptibles de le gêner dans la difficile partie d'échecs qui se joue au Moyen-Orient.

Mais certains ont l'habitude de jouer les pions malgré eux, tant il est vrai qu'un nationaliste est toujours prêt à avoir le petit doigt sur la couture...

Une étude détaillée et rigoureuse du petit monde de l'extrême droite universitaire à travers l'un de ses représentants les plus folkloriques et les plus dangereux.

De nombreux témoignages, des recherches précises et des analyses pertinentes font de cette brochure un outil essentiel pour tous ceux qui souhaitent connaître et comprendre afin de lutter efficacement contre l'implantation de l'extrême droite dans les facs.

→ À COMMANDER À NO PASARAN
AU PRIX DE 25 FRANCS PORT COMPRIS



Réfléchir ou agir

Il faut choisir!

À l'origine un fanzine apparu en octobre 1993, *Réfléchir & Agir* se veut alors une tentative de rapprochement entre deux tendances antagonistes de l'extrême droite française, «les-gros-bras-skinheads» et «les-intellos-d'ultra-droite». Il se présente donc comme un organe unitaire et non pas comme celui d'un groupe particulier ou d'un mouvement. Cette stratégie ainsi que son contenu vont très vite le distinguer des autres fanzines issus du milieu skin en particulier et de la mouvance néo-fasciste en général.

Réfléchir & Agir, conçu comme un outil de propagande et de formation à la fois intellectuelle, idéologique, physique et spirituelle, est destiné selon ses auteurs à former une «élite nationaliste» d'où seront issus les cadres du mouvement nationaliste de demain. On peut ainsi y trouver une tentative d'élaboration d'une culture jeune d'extrême droite, par le biais d'articles sur les penseurs dont ils s'inspirent, tels José Antonio Primo de Rivera, Julius Evola, les écrivains Drieu La Rochelle, Céline, Rebatet, Ernst Jünger... Un «esprit sain» allant de pair avec un corps sain, on trouve égale-

ment dans la revue des articles sur les arts martiaux et les sports de combat. La musique (surtout Oi-Rock Against Capitalism ou industrielle type Laibach) n'est pas oubliée, même si R&A la considère surtout comme un moyen de faire passer un message politique.

Mais c'est surtout la critique du système américain qui intéresse les rédacteurs de la revue, qui se définit comme «nationaliste-révolutionnaire, socialiste et européenne». Elle cherche à rassembler les jeunes militants nationalistes déçus par les différents groupuscules d'extrême droite et leurs dysfonctionnements (rivalités de personnes, culte du chef, activisme verbal...), et qui, en marge du FN, sont attirés par ce mouvement, mais le jugent trop conservateur ou réactionnaire. Cependant, R&A estime que le FN est incontournable : «Il demeure une tribune d'expression, un mouvement carrefour

dont nous ne pourrions nous passer et certainement notre principal moyen d'action». L'objectif du journal est donc de permettre à ces jeunes militants d'influencer le FN de l'intérieur, en premier lieu au sein du FNJ et de Renouveau étudiant. Cette stratégie doit beaucoup à l'expérience et à la réflexion du principal animateur de la revue, Eric Rossi.

La prêche dans le désert

En dépit du fait que l'étiquette «fanzine skinhead» ait longtemps collé à *Réfléchir & Agir*, l'audience de la revue a très vite dépassé le cercle habituel de ce genre de revues : son tirage se maintient à 300 exemplaires (400 pour les derniers numéros), contre une moyenne constatée de 50 à 200 exemplaires pour les autres titres. L'essentiel des lecteurs est concentré sur Paris et sa région, mais R&A est également diffusé en Provence, dans le Sud-Ouest et en Alsace-Lorraine, avec un noyau d'une trentaine de lecteurs par région. À ses débuts, on trouvait ce journal au Darklords et à la Librairie française, puis, suite à la fermeture de ces deux lieux, à l'Encre et à la Joyeuse Garde. Des membres et des sympathisants de R&A se sont chargés de le distribuer à la fac d'Assas et à Sciences Po.

Les appels de R&A à l'unité militante n'ont pas empêché la revue d'être attaquée par ses concurrents

Les appels répétés de R&A à l'unité militante n'ont pas empêché la revue d'être ignorée voire attaquée par ses concurrents. Certains, comme le PNF, trouvent la revue trop «irrespectueuse», d'autres, comme l'Œuvre française, n'ont même pas répondu aux demandes d'entretien, jugeant la revue «inintéressante». Côté skinhead, la coupure est définitive après la prise de position de R&A concernant l'assassinat de Brahim Bouaram par trois skinheads en marge du défilé du Front national le 1^{er} mai 1996¹.

Quant au FN, c'est l'indifférence complète. Ce n'est que par l'intermédiaire de contacts personnels avec des responsables du FNJ Paris et un responsable FNJ de l'Oise, Laurent Isoré, que R&A a pu avoir une petite place au village FNJ lors des BBR 1994 et 1996. Pour ce qui est de Renouveau Étudiant (RE), le syndicat

1. On peut lire dans l'édition du numéro 11 : «aussi bien qu'il s'adresse notamment à d'anciens skinheads ayant pu décrocher d'un milieu peu prolifique (sic !), notre bulletin refuse d'être assimilé à ce type d'individus, lâches, abrutis, faibles et sans personnalité. Au risque de déplaire, il préfère condamner pour s'en démarquer définitivement.»

étudiant ne répond à aucune sollicitation du fanzine (il le fera néanmoins dans la nouvelle série). C'est assez étonnant quand on sait que RE prône le rassemblement de tous les étudiants nationalistes, mais J-M. Le Pen, lors du Congrès de Caen en octobre 1995, n'a-t-il pas déclaré «qu'il fallait rompre avec le folklore, la nostalgie, l'activisme» ? Pour le PNFE, les relations se bornent à des échanges de publicité et à des invitations à leurs réunions (mal fréquentées et peu discrètes, la police y assistant).



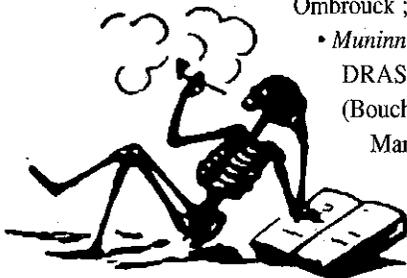
**Des couvertures éclairantes ↑
pour une revue au style confus**

**Rapprochement avec
NR**

Seule la tentative de rapprochement avec Nouvelle Résistance a semblé réussir dans un premier temps, avec des interviews croisées dans leurs publications respectives : une de Bouchet dans R&A n°10, une de Rossi dans *Napalm Rock* n°3, des pubs pour R&A dans *Lutte du Peuple* et *L'Avant-Garde combattante*. Fin 1995, *Réfléchir & Agir* propose la création d'un «pôle de coordination de la presse non-conformiste» et *Lutte du Peuple* donne son accord pour participer aux réunions préparatoires. Deux réunions ont eu lieu, l'une le 26 janvier, l'autre le 3 février 1995, mais elles n'ont débouché sur rien de concret.

En fin de compte, *Réfléchir & Agir* ne peut guère compter à cette époque que sur un petit réseau de soutien composé de quelques groupes et fanzines, dont :

- *Combat*, la revue du Mouvement Nationaliste Populaire (MNP) de Marseille dirigé par Éric Legendre, qui devient *Imperium* début 1997 ;
- *Sound of Hammer*, un skinzine de Bourges réalisé par Sébastien Legentil ;
- *Ravens Chat*, un fanzine spécialisé dans la musique industrielle, éditée par Jean-Pierre Tabone, de Toulouse ;
- *Napalm Rock*, de l'Aixois Grégory Ombrouck ;
- *Munim*, revue de l'association YGG-DRASILL, basée à Gardanne (Bouches-du-Rhône) et dirigée par Marc d'Anra ;
- des revues paganisantes proches du GRECE.



Une nouvelle formule

Début 1996, dans une lettre d'information interne, l'équipe du fanzine tire le bilan de ses activités après la parution de 13 numéros. L'équipe décide alors de lancer une nouvelle formule, un magazine plus conséquent, plus «professionnel», qui continuera à s'appeler *Réfléchir & Agir*. «Au plus fort de notre développement, une partie de l'ancienne équipe a décidé de se retirer... Une nouvelle équipe arrive, professionnelle et aguerrie pour mettre la technique et une logistique au service de notre politique. (...) Nous résisterons aux pressions de notre camp qui essaie tantôt de limiter notre impact, tantôt de nous récupérer pour nous étouffer... (...) et après l'annonce de la sortie d'une nouvelle formule, les pressions voire les menaces se sont multipliées pour nous dissuader. D'aucuns se sont chargés de faire courir des bruits haineux de toutes sortes pour nous discréditer. Il est bien consternant, une fois de plus, de constater que les coups les plus retors sont orchestrés à l'intérieur même de cette mouvance...». Comme on peut le voir, la naissance du magazine (52 pages, 1500 exemplaires, impression offset,

le tout pour un investissement initial de plus de 10 000 francs) s'est fait dans la douleur. Les jalousies et les rancunes étant assez fortes dans ce milieu, certains groupes rivaux ont rappelé les liens entre Rossi et certains services policiers². D'autres n'ont pas caché leurs ricanements ; les CHS en particulier affirmaient la même ambition de s'extraire du milieu skinhead : «Toute personne ayant lu une fois ce fanzine se rendra compte de cette mythomanie. R&A ne fait rien si ce n'est rester légal en adoptant une idéologie FN. (...) Inutile de signaler que nous ne supportons pas R&A, de toutes façons ils ont toujours donné la parole et fait de la pub à nos ennemis du mouvement. Notre rancune est tenace...».

De plus, des dissensions sont apparues au sein-même de l'équipe du journal. C'est d'ailleurs la troisième fois depuis ses débuts que la revue connaît des départs dus à des divergences politiques et au mode de fonctionnement. C'est cette fois la nouvelle répartition des fonctions à l'intérieur du groupe qui en est la cause, certains n'ayant pas accepté la place prépondérante occupée par les nouveaux arrivants. En définitive, l'équipe se compose d'une vingtaine de personnes, en majorité parisiennes, à laquelle s'ajoutent quatre ou cinq collaborateurs réguliers en Province.

**Un directeur de publication
au passé chargé**

Pour avoir une existence légale, R&A nouvelle formule s'est dotée d'un directeur de publication, David Warlet. Cet individu n'est pas un inconnu pour le petit monde de l'extrême droite... Ni pour nous. Son nom a été associé au Château du Corvier, une propriété achetée par le

3 cf. REFLEXes n°41, «La vie de château de l'extrême droite», p.8

gérant de la librairie néo-nazie Ogmios et qui fut utilisée pour des réunions politiques, notamment celles du PNFE. Pour acheter le château, Dominique Larrieu monta en juin 1988 une société immobilière, SNC Le Corvier, dont David Warlet (avec Catherine Joris, la copine de Larrieu, et un certain Bernard Joseph) était l'un des associés³. Mais ce n'est pas la seule affaire immobilière de l'extrême droite dans laquelle Warlet se retrouve impliqué. À la même époque, en février 1988, Warlet fonde une SARL de promotion immobilière intitulée FREYA et domiciliée 24 rue du Pont, à Brunoy (91). Il y est associé une nouvelle fois à Catherine Joris et à un certain Frédéric Durand. Warlet, qui en est le gérant, ne doit pas être très doué pour les affaires, puisqu'en février 1989, le tribunal de commerce met sa société en redressement judiciaire simplifié avant de prononcer sa liquidation judiciaire un mois plus tard. Les ennuis de Warlet ne font pourtant que commencer, puisqu'en juillet 1993, le tribunal de commerce de Corbeil-Essonnes prononce la faillite personnelle de Warlet pour une durée de 10 ans et le condamne à supporter l'insuffisance d'actif de la société à hauteur de 200 000 francs : en clair, Warlet ne peut plus gérer de société pendant dix ans et doit sortir vingt plaques de sa poche pour éponger les dettes de sa SARL. Aussi Warlet a-t-il dû très vite trouver de l'argent (nous verrons comment) puisqu'en novembre 1995 il dépose les statuts d'une nouvelle société, la SARL des éditions Babylonia, qui a pour objet «l'édition de livres et de magazines, la diffusion de livres sous toutes ses formes et la réalisation de travaux dont saisie, mise en page, traduction, entrant dans le cycle de production de l'édition». Pour ce faire, il s'est associé à Jawad Bashara, un Irakien naturalisé Français il y a plus de vingt ans, né en 1955 à Babylone, qui se déclare journaliste et cinéaste. Ancien militant du PC irakien ayant fui la répression de Saddam Hussein, réfugié en France, il fréquente la mouvance palestino-syrienne. Warlet ne pouvant plus assurer de gestion, c'est la femme de Bashara, Ayida Hourieh, de nationalité syrienne, qui est nommée au poste de gérante. Ce petit groupe comprend également un homme très discret, Al Sadi Walhab, habitant à Bruxerolles (86). Grâce à des contacts en Syrie où il se rend assez souvent, Bashara trouve des financements pour éditer plusieurs livres, notamment celui qu'il écrit en collaboration avec David Warlet, *Critique de la Raison juive occidentale*, qu'il traduit en arabe pour les éditions Dar al Mada, basées à Damas. Ce sont d'ailleurs ses traductions qui lui permettent de vivre.

Intérêt pour le monde arabe

Mais qu'est-ce qui a permis ce rapprochement entre un militant d'extrême droite français et un opposant à Saddam Hussein, proche de la Syrie et de certains milieux palestiniens et qui se considère marxiste ? Tout d'abord, on assiste depuis une quinzaine d'années à

une récupération par une partie de l'extrême droite de thèmes chers à l'extrême gauche, notamment la lutte contre l'impérialisme, le soutien aux peuples en voie de libération et l'antisémitisme, d'où un intérêt marqué pour le monde arabe en général et pour le combat du peuple palestinien en particulier. Cet intérêt s'accompagne de la reconnaissance de la dimension méditerranéenne de l'Europe et de la volonté pour certains de construire un axe euro-arabe. Par ailleurs, l'apparition de l'islamisme radical poussent certains de ces groupes français à envisager des alliances de circonstance contre des ennemis communs (États-Unis, Israël).

Ensuite, Warlet fournit quant à lui, dans le mauvais livre de Jean-Paul Bourre *Les Profanateurs* une explication beaucoup moins politique mais plausible : revenant sur l'épisode du château du Corvier, il avoue que celui-ci a servi de camouflage à une opération de la DGSE en direction du milieu des réfugiés irakiens anti-Saddam Hussein. L'opération aurait été facilitée par Dominique Larrieu qui entretenait des liens étroits avec la DGSE par l'intermédiaire de son père qui est colonel dans un régiment de parachutistes et fournit des éléments au service action de la DGSE. Mais Larrieu jouait sur plusieurs fronts, entretenant également des liens très étroits avec l'attaché de l'ambassade d'Iran de l'époque, le célèbre Gordji. Par son intermédiaire, l'Iran finança plusieurs publications éditées par la nébuleuse Ogmios ; Larrieu fut même invité en Iran, sur le front de guerre Iran-Irak notamment, d'où il rapporta quelques «souvenirs» qui furent retrouvés chez lui au cours d'une perquisition. Warlet explique que «la manipulation de la DGSE consistait à créer une fausse opposition irakienne en utilisant un Irakien réfugié, Mahadi Sad. Le château du Corvier devait abriter cette soit-disante opposition, qu'on allait motiver politiquement pour ensuite la vendre à Saddam en signe de bonne volonté». Effectivement, à l'époque, la France expulsa vers l'Irak deux réfugiés anti-Saddam Hussein. On comprend mieux alors l'impunité dont bénéficia le château et la librairie de Larrieu de la part du ministre de l'Intérieur Pierre Joxe durant cette période. Il fallut que des militants du PNFE commettent un attentat contre un foyer Sonacotra pour que tombent les «protections» de Larrieu. Ce dernier fut finalement condamné pour faillite frauduleuse peu de temps après : il est aujourd'hui «grillé» au sein de la mouvance néo-nazie française, qui le considère comme un escroc et une «grosse balance», dit M. Delcroix, avocat d'extrême droite. Il s'est aujourd'hui réfugié dans son château de Nadège (dans les folles dévotions de l'époque, David Warlet fut le seul à accompagner la manipulation, à raison de ses liens étroits avec les services de la DGSE). Après sa condamnation, Warlet a dû trouver de nouvelles connexions pour continuer à vivre. On se souvient de l'«arrangement» qu'il fit avec le ministre de l'Intérieur



↑
L'intifada est un des thèmes de prédilection de cette frange de l'extrême droite et lui a permis d'alimenter et de réactualiser sa dénonciation globale et historique de l'État israélien.

Un succès de librairie

On le voit, Rossi a choisi de drôles d'associés pour sa revue, puisque non seulement David Warlet était directeur de publication de *R&A*, mais celui-ci était tapé, maquetté et domicilié à l'adresse des Éditions Babylonia, Jardin Boieldieu à Puteaux (92).

Si, dans un premier temps, l'association a semblé fonctionner (un n°0 vendu au défilé du FN le 1^{er} mai 1996, suivi d'un n°1 la même année), les problèmes se sont rapidement accumulés. Surtout d'ordre financier, ils sont dus au non-règlement de centaines d'exemplaires des deux premiers numéros par des dépositaires ou à des commandes impayées, pour un total de plusieurs milliers de francs. La librairie l'Encre, en particulier, refuse de payer ses factures datant de novembre 1996. *R&A* appelle alors au boycott de la librairie : peine perdue, car celle-ci ferme pour faillite, réouvrant ses portes en avril 1997 sous le nom de «Librairie nationale», avec à sa tête un ancien du GUD, Gilles Soulas, reconverti dans le minitel rose 3615 FAF (authentique !) et adhérent du FN. L'époque où *R&A* saluait, dans son n°12, un des actionnaires et vendeur de l'Encre, Thierry Dreschmann, semble bien loin ! Ce n'est d'ailleurs

pas la première fois qu'on ne paye pas à Rossi et à ses copains des exemplaires du journal. Déjà, en 1994, Ayoub avait «oublié» de leur régler une centaine d'exemplaires lors de la fermeture du Darklord. On ne peut décidément faire confiance à personne...

Enflés par le FN et le GRECE

Au cours de l'été 1996, la direction du FNJ avait reçu trois représentants de *R&A* afin de «normaliser et officialiser» leurs rapports, et d'«éviter ainsi le "parasitage" de leurs réunions». La direction du FNJ avait alors assuré à l'équipe de *R&A* la mise à disposition d'un espace pour les BBR 1996. Rossi et ses amis avaient donc investi dans la location d'un stand et dans du matériel. Le jour de la fête, point de place, mais la DPS, qui les vira des BBR, avec pour seule explication le fait que «leur revue n'était d'aucun intérêt» et diffusait «une idéologie d'un autre âge».

Même scénario au colloque du GRECE, où les organisateurs, après leur avoir promis un stand, leur ont refusé au dernier moment (*idem* pour la lettre d'E. Ratier, *Faits & Documents*).

Seule l'association de Pierre Vial, Terre et Peuple, a accueilli la revue lors d'une conférence à Paris le 14 octobre 1996. Le Renouveau étudiant les a également

reçus lors de son congrès annuel à Poitiers, où deux représentants de *R&A* sont intervenus à la tribune pour présenter leur publication et leurs objectifs. Dans la salle étaient présents Yvan Blot, Pierre Vial, mais aussi Bruno Mégret (il est vrai qu'il adore la jeunesse...). Il semble clair que *Réfléchir & Agir* s'est trouvée mêlée aux luttes d'influence qui secouent le FN. La revue le paye durement : le n°2 de la nouvelle série est en effet resté bloqué presque deux mois pour cause d'incapacité financière.

Par ailleurs, l'enquête sur la tentative d'attentat contre *Tribune juive* ajoute à ces difficultés financières des problèmes judiciaires. Sur commission rogatoire du juge Bruguière, la Section Anti-Terroriste (SAT) du Parquet de Paris interpelle Rossi, Warlet, Bashara et sa

femme, et perquisitionne au siège des éditions Babylonia (saisissant des disquettes) ainsi qu'à celui de la société ASHTAR Film, dirigée par Bashara³. À l'occasion de cette affaire, Rossi a eu la confirmation que la police intercepte (et ce depuis longtemps) le courrier envoyé aux différentes adresses de la revue (l'ancienne adresse personnelle d'Éric Rossi à Courbevoie, la BP 31 de Soisy-sur-Seine ainsi que l'adresse de Babylonia à Puteaux)⁷.

Le temps du bilan

Au printemps 1998, *Réfléchir & Agir* vient de publier son numéro 4. Fragilisée par les importants problèmes financiers qu'elle a connus, l'équipe annonce qu'elle a fait le ménage et tente de faire le bilan. C'est surtout sur le plan politique que l'échec se révèle patent. Sa stratégie de contacts étroits avec le Front national a en grande partie échoué ; il est clair que le parti de Jean-Marie Le Pen ne trouve aucun intérêt à satelliser cette revue et ce groupe trop indépendant idéologiquement et politiquement. L'expansion du FN fait qu'il est devenu aujourd'hui hégémonique, ne laissant guère de place aux autres mouvements, et encore moins aux groupuscules. Gardant intacte toute leur arrogance⁸, les animateurs de la revue essaient de faire croire à leur anticonformisme, multiplient les perspectives d'action (pseudo-infiltrations en particulier) et tressent dans le même temps une couronne de lauriers au père de l'apartheid sud-africain et à son système ultra-répressif. *Réfléchir & Agir* a finalement un mérite : elle prouve par les faits que le naturel réactionnaire revient toujours au galop chez ceux qui prétendent s'en détacher.

Nous n'avons définitivement pas la même définition de l'anticonformisme que tous ces petits messieurs... ●



5. Il semblerait que la SAT ait rafié tout ce qui de près ou de loin lui semblait pouvoir présenter un intérêt, y compris les centaines de cassettes possédées par Jawad Bashara ainsi qu'un petit logiciel facilitant la traduction en arabe. Un comité de soutien s'est monté en mars 1997, domicilié chez Michel Sergent à Paris et a diffusé un communiqué de presse qui n'a pas eu de suite. Cette affaire n'a pas fait que des malheureux ; Pierre Guillaume s'est empressé de faire le constat suivant : «Cette affaire a eu pour premier effet d'indigner beaucoup d'intellectuels arabes et d'attirer leur attention sur le révisionnisme qu'ils considéraient jusque-là avec condescendance. La Vieille Taupe a considérablement renforcé ses liens organiques avec les mouvances arabe et islamique» (*Bulletin confidentiel* n°4)

7. Depuis cette affaire et la rupture avec D. Warlet, *Réfléchir & Agir* s'est domiciliée à la même adresse postale que le GRECE à Paris.

8. Très mal renseignés, ils déclarent que la procédure qu'ils ont subie est la seule de ce type qu'ils connaissent à l'égard d'une publication légale. Hélas, l'équipe de REFLEXes est bien placée pour savoir que non, ayant eu à subir il y a quelques années la même mésaventure, à l'occasion d'un attentat contre un huissier revendiqué par un mystérieux groupe «Black War». Par ailleurs, la revue garde son style inimitable, tout entier contenu dans la formule empruntée au chanteur de La Souris Déglinguée : «On n'a pas besoin de maîtres lorsqu'on est un jeune seigneur». Ben voyons !

gros plan sur

ERIC ROSSI

Bien qu'agé de seulement une trentaine d'années, ce vieux militant a une carrière bien remplie. Dans une interview au fanzine NR *Napalm Rock* (n°3) il retrace son itinéraire politique. «Sympathisant du FN en 1982, adhérent et militant actif entre 1983 et 1985, j'en suis exclu pour mon appartenance revendiquée au mouvement skinhead. Membre du Klan, un groupe de skins parisiens en 1986-1987 puis un des animateurs des Jeunesses nationalistes révolutionnaires entre 1987 et 1989, alors ralliés au mouvement Troisième Voie de Malliarakis. J'ai pris progressivement et logiquement mes distances avec ces skinheads parisiens, à la fois violence stérile et plus intéressés par leur image médiatique (muscu, gros bras et têtes vides) et les délires nocturnes que par l'action politique militante. J'ai pris le temps de réfléchir... Je suis depuis plusieurs années en contact régulier avec les appareils militants nationalistes et surtout beaucoup de jeunes militants autonome. J'ai lancé le bulletin *Réfléchir & Agir* à la rentrée 1993.» Curieusement, Rossi omet quelques-uns de ses faits d'armes : oublié ou mémoire sélective ? Tâchons de la lui rafraîchir.

Eric Rossi a également fréquenté en 1985 le Kop de Boulogne, et s'y est fait remarqué avec quelques-uns de ses copains, à tel point que sa photo fera la une du *Nouvel Observateur*, et qu'elle servira à de nombreux journaux à chaque fois que les «supporters» du PSG feront parler d'eux. Si Rossi préfère ne pas mentionner cet épisode, c'est qu'il entretenait à l'époque de très bonnes relations avec certains services de la Préfecture de Police de Paris, ce qui explique certainement la mansuétude de cette dernière vis-à-vis des activités des skins du PSG. En échange de quoi les RG purent se constituer à l'époque un superbe fichier de crânes rasés, avec nom, adresse et activités politiques. Rossi confiera d'ailleurs à un journaliste allemand des détails sur les protections policières dont il bénéficiait alors. Mais tout a un temps, et le 28 mai 1988, il est arrêté à Brest en possession d'un fusil à pompe, à la suite d'un concert skin organisé par le label Rebelles européens, et il est condamné à trois mois de prison ferme.

Ce sont certainement ces péripéties et leurs conséquences qui décidèrent Rossi à quitter le mouvement skin pour faire de la politique autrement.

Il mit malgré tout à profit son expérience pour entreprendre un travail universitaire critique sur «la mouvance nationaliste radicale».

Ce travail a abouti à un mémoire de maîtrise intitulé «Jeunesse française des années 1980-1990 : la tentation néo-fasciste» et présenté à l'université Paris II (Panthéon-Assas). Cette enquête, intéressante parce que vécue de l'intérieur, montre bien, à travers l'exemple skinhead, comment l'emprise des idées nationalistes s'effectue sur des franges diverses de la jeunesse par l'action des groupuscules, et s'alimente notamment par le jeu des médias. Dans sa conclusion, l'étudiant Rossi explore les diverses voies qui s'offrent demain à cette jeunesse radicale nationaliste :

- 1) La crise sociale politique et économique s'atténue, ce qui implique que l'afflux de jeunes militants en direction des groupes constitués se tarit petit à petit ;
- 2) La crise s'accroît, mais la mouvance nationaliste ne s'homogénéise pas, la structuration des groupes reste faible, le «potentiel» que représentent les jeunes nationalistes est perdu ;
- 3) La crise s'accroît et les groupes se fédèrent pour capter, canaliser et gérer idéologiquement ces jeunes. L'étudiant Rossi rejoint alors le militant Rossi quand il écrit : «Ainsi il conviendrait de s'interroger sur la capacité évidente d'une partie des jeunes nationalistes à abandonner le coup de poing pour diffuser le message par la parole et la plume. La maturité pourrait devenir alors plus dangereuse même si elle ne concerne qu'une minorité de ces jeunes, convaincue du bien-fondé de son action et de l'irréversibilité du phénomène.» Dans son mémoire, Rossi n'oubliait pas de consacrer un chapitre aux jeunes antifascistes et au développement des groupes antifas, principalement au SCALP / REFLEX, n'hésitant pas pour cela à nous contacter pour nous demander des infos, pensant peut-être que nous l'avions oublié...



Photo de jeunesse, dans sa période «hooligan»

ERIC ROSSI

EN QUELQUES DATES :

1982

Sympathisant Front national

1983-1985

Adhérent et militant actif du Front national
Participe au Kop de Boulogne

1985

Exclu du FN pour appartenance revendiquée au mouvement skinhead

1986-1987

Membre du Klan, un groupe de skins parisiens

1987-1989

Arrêté le 28 mai 1988 en possession d'un fusil à pompe, à la suite d'un concert skin.

Animateur des Jeunesses Nationalistes Révolutionnaires (JNR)

1990

Entame un travail universitaire sur «la mouvance nationaliste radicale»

1993

Lance *Réfléchir & Agir*

Le monde du silence



ENTRETIEN AVEC
PARLOIR LIBRE

Depuis quelques mois, un silence assourdissant entoure l'évolution du monde carcéral. Cette situation est commune à tous les milieux susceptibles, pour des raisons différentes, de s'intéresser à la prison et de s'exprimer sur ce sujet : militants, journalistes, administratifs et détenus. Cette interview essaie de fournir quelques pistes d'explications à ce constat...

REFLEXes : Pour des personnes ne militant pas spécifiquement sur les questions carcérales, l'impression qui domine est celle d'une grande inexistence de mouvements de lutte, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur. Est-ce le cas ou n'a-t-on finalement à faire qu'à une grande fragmentation des résistances ?

Guy : À l'intérieur, pour commencer, il y a des choses en effet extrêmement fragmentées qui sont de l'ordre des comités de soutien de prisonniers, pour des questions de condamnations trop lourdes, des problèmes d'injustice ou de conditions de détention ; mais il est vrai qu'il n'y a plus de structures collectives, à part à la centrale de Saint-Maur où il existe un collectif qui a récemment sorti une plate-forme, à notre avis un peu réformiste et «citoyenne», mais qui est intéressante dès lors qu'elle émane d'un collectif.

Nadia : On ne peut pas dire qu'il n'y a pas de mouvements collectifs mais comme le souligne Guy, ils portent sur des revendications très réformistes, la cantine¹ par exemple, c'est-à-dire plus sur la consommation que sur des points essentiels comme avaient pu l'être les luttes contre les mitards, les QHS ou pour le droit d'association... Pour autant, ils indiquent que la réalité carcérale est grave car cela veut dire qu'en détention, les prisonniers mangent de plus en plus mal et que la cantine est de plus en plus chère...

Selon vous, à quoi est due cette faiblesse des mouvements collectifs ? Est-ce une situation passagère ou une conséquence des échecs des mouvements précédents ?

Guy : Je crois qu'il y a plusieurs facteurs d'explication. Le premier est qu'il n'y a aucune raison qu'il y ait plus de mouvements à l'intérieur qu'à l'extérieur. C'est un facteur concomitant de la situation désastreuse du mouvement social et de sa radicalité à l'extérieur ; à cela, j'ajouterais en plus que s'il devait y avoir mouvement de lutte, il serait en but à une répression plus importante à l'intérieur, donc c'est évident que s'il n'y a rien dehors, il n'y a rien dedans. On peut ensuite pointer celui de «l'aménagement de la détention», qui a pour but de rendre la détention non pas plus supportable pour tous mais plus supportable pour beaucoup, c'est-

à-dire de faire que la différence que l'on pouvait voir entre l'intérieur et l'extérieur dans la vie réelle s'estompe de plus en plus, malgré le fait que l'on soit enfermé. Aujourd'hui, les gens qui pensent les stratégies d'enfermement sont plus à même de penser la prison dans le sens de ce qu'est l'enfermement déjà à l'extérieur, en particulier du point de vue des techniques de contrôle social. On peut rapporter à cela l'introduction de la télévision, la psychiatrie ou la médicalisation en masse² des détenus qui sont aussi des tendances qui existent à l'extérieur et qui font que les gens qui sortent de prison voient peu de différence entre leur vie sociale à l'intérieur et celle à l'extérieur.

Cela en dit long sur l'état de nos sociétés... La notion d'enfermement entre quatre murs n'est plus une notion supérieure et lorsqu'on dit que la misère est une prison, on touche l'exacte réalité d'une grande partie des détenus lorsqu'ils sont libérés. Comme une grande partie des gens qui est enfermée connaît une vie misérable à l'extérieur, ce n'est pas vraiment l'envie de se rebeller qui leur vient à l'esprit une fois qu'ils sont à l'intérieur. Il y a aussi l'aménagement de la peine. Les peines peuvent être différenciées selon le degré d'acceptation de la peine par le détenu. Si on prend une peine-type comme une peine d'assises par exemple qui peut aller jusqu'à 10 ou 15 ans de prison et si on prend en compte que les accusés sont jugés au bout de cinq ans, selon la façon dont ils vont se comporter en préventive, ils peuvent avoir droit à une libération conditionnelle. Évidemment, c'est un mirage parce que ce genre de libération est délivré au compte-goutte mais ça tient les gens parce que cela signifie que s'ils bougent à l'intérieur de leur détention, ils n'auront aucune remise de peine, etc. L'aménagement est donc clairement dans la perspective de maintenir les gens sous pression avec une espèce de carotte au bout qui est une libération hypothétique avant la date fatidique. C'est un phénomène nouveau par son ampleur et son caractère systématique.

Nadia : Plus le temps passe, plus on est dans une société d'hyper-compétitivité dans laquelle les places sont chères. Avant on contraignait avant tout les corps, que ce soit à l'usine, à l'armée ou à l'école ; mais maintenant, on contraint prioritairement les esprits. Il faut que tu adhères à l'idéologie dominante, que tu le montres.

1. On appelle «cantine» le fait de pouvoir s'acheter tout ce qui est supplémentaire à l'alimentation fournie par l'administration pénitentiaire lors des repas.

2. On peut également ajouter toutes les dernières techniques de contrôle social, y compris des techniques qui d'un prime abord semblent devoir avoir de bonnes conséquences sur la justice, comme les empreintes génétiques et le fichier qui va être constitué pour les répertorier.

C'est valable également à l'intérieur : si tu veux une douche supplémentaire, si tu veux n'importe quoi, il faut que tu montres ta bonne foi en balançant deux ou trois copains, en te faisant oublier... Tout comme dans une entreprise où il faut que tu sois formaté au modèle établi par la direction. Là, tu as des chances de faire carrière... Pour certaines personnes, c'est même carrément mieux à l'intérieur : tu sais où tu vas dormir, tu es totalement pris en charge.

Mais n'y a-t-il pas également une coupure de plus en plus importante entre les différentes catégories de prisonniers, en particulier avec les mineurs, ce qui aurait tendance à accentuer la fragmentation des luttes ?

Guy : Cette coupure a toujours existé. Les régimes de détention ont toujours été différenciés par exemple. Ainsi le régime de centrale a toujours été plus souple parce que sinon cela serait intenable et que les gens ne résisteraient pas longtemps au régime imposé. Par contre, la taule est devenue un endroit où on retrouve des catégories de détenus beaucoup plus larges qu'avant. C'est le cas en particulier avec les problèmes de papier des populations d'origine immigrée, les problèmes de drogue et de circulation de la drogue dans les métropoles. Il y a une nette modification de la population des détenus et tout va vers la dissémination à l'intérieur de la détention. Les nouvelles techniques de surveillance (informatique, etc.) font que l'on peut totalement isoler les détenus et les anciens espaces de solidarité sont aujourd'hui réservés aux dociles. Pour les rebelles, le traitement est différent. Dans les derniers cas de lutte contre l'isolement que l'on connaisse, en particulier sous forme de grève de la faim, c'est le psychiatre qui a été envoyé, pas le directeur de la prison. Le psychiatre leur a expliqué qu'ils étaient en train de lutter contre eux-mêmes et que c'était un signe supplémentaire de leur névrose. C'est un système de gestion des conflits comparable à l'extérieur, mais qui est exacerbé par les conditions de détention parce que la taule exacerbe toujours tout. On trouve des populations de gens qui n'ont plus d'identité ou de projections politiques communes ou de désir autre que celui de se réaliser par le fric. Tout cela crée des tensions à l'intérieur de la détention car quel est le rapport, quel peut être le langage commun entre les jeunes dealers et le sous-prolétariat de l'immigration africaine ou mahgrébine qui est là pour des questions de délit de situation irrégulière, qui ne sont donc pas des délits constitués ou des délits criminels mais des délits de lois criminogènes. L'administration fait tout d'ailleurs pour renforcer les questions de racisme à l'intérieur en parquant ces sans-papiers et en les isolant à l'intérieur de la détention. Par ailleurs, les toxicos sont très difficiles à gérer en détention d'un point de vue médical et on a vu les scandales que cela a déjà pu produire comme à Nanterre. Mais la dépendance aux stupéfiants est également très pratique

sur le plan de la gestion d'un établissement pénitentiaire. Ce sont des choses qui sèment la division et qui poussent à l'implosion. Toutes les techniques de surveillance ont un substrat idéologique du point de vue de l'administration pénitentiaire qui consiste à dire : «il faut séparer les détenus pour éviter qu'ils ne s'affrontent ; c'est pour leur bien qu'on agit».

Les gens acceptent plus la taule actuellement comme une donnée sociale dont on ne peut pas sortir et la délinquance une fatalité.



**"CATHEDRAL OF LIGHT" Engineered by Albert Speer
Nuremberg Nazi Rally, 1934 130 Searchlights Reflected over Lake.**

Reduction
of above
photo →



Universal
Product
Code

Nadia : Tu as en outre globalement à faire à des populations très jeunes qui n'ont aucune mémoire des luttes. C'est certain qu'il ne faut pas mythifier les deux décennies précédentes. Dans les années 1970, il y avait aussi des mecs qui faisaient des crapuleries à l'intérieur contre leurs codétenus. Mais il y avait aussi des mouvements à l'extérieur dans lesquels tu pouvais t'inscrire en tant qu'individu, détenu ou non. Tout cela n'existe plus. On est plus dans un système de démerde individuelle ou de collectif mafieux. Dans les années 1970, les mecs qui devenaient délinquants le faisaient presque par choix, même si c'était bien évidemment les plus pauvres qui y allaient ; mais cela exprimait un vrai refus de la société existante. Car si tu voulais vraiment travailler et gagner ta vie légalement, tu trouvais tout de suite. Aujourd'hui ce n'est pas un refus, c'est de la démerde et de l'économie parallèle.

Comment peut-on expliquer le désintérêt apparent des militants radicaux ou même

simplement progressistes pour la prison et le monde carcéral en général ?

Guy : Ce désintéret est réel. Il est sans doute en partie lié au fait que pour nombre de milieux intellectuels, la notion de fin de l'histoire a pris également la forme d'une acceptation de l'ordre social existant et, partant de là, de la fatalité de la prison. Il n'y a plus de structures larges de travail contre la prison ou même sur la prison, donc plus de suivi. Par rapport à tous ces intellectuels démocrates, c'est clairement la fin d'une génération. La perspective de Foucault³ était de montrer que la prison n'était que la perdurance de la volonté d'amendement des individus, d'une volonté un peu chrétienne de rédemption et que tout cela s'était transformé en coercition sur le corps puis en coercition sur les esprits. Dans cette dynamique, des gens se sont inscrits pour avoir une critique radicale de la taule, critique qui à mon avis n'est pas dépassable. Soit elle est admise en tant que telle et dans ce cas on réfléchit à la généalogie de l'enfermement et de la coercition des individus, soit on s'abstient de penser cette généalogie et dans ce cas on se retrouve face à des gens qui critiquent la prison d'un point de vue strictement humanitaire⁴, à propos de mauvais traitements par exemple, sans remettre en cause le fondement même du monde pénitentiaire. Par rapport à cela, il y a des gens qui continuent à travailler mais ils sont en-deçà, largement en-deçà, de la critique qu'a pu produire Foucault et de l'engagement qu'il avait pris avec le Groupe Information Prisons dans les années 1970. Il est évident que le rouleau-compresseur du discours sécuritaire est passé par là... Mais comment gérer également les groupes de doux rêveurs qui pensent à l'abolition de la prison dans le cadre de la société dans laquelle nous vivons ? Il est clair que le travail de réflexion et de lutte n'a jamais été aussi difficile... En tout cas, l'affaire de Nanterre montre deux choses : d'une part, il y a une gestion policière et judiciaire commune car la population des jeunes camés des cités est tellement fragilisée que tu peux gérer les problèmes un peu comme tu veux et d'autre part, il n'y a clairement aucune vigilance sur les agissements de l'administration pénitentiaire, ce qui est évidemment la porte ouverte à l'arbitraire et la psychiatisation.

Nadia : Le désintéret porte sur la justice en général⁵ car si on regarde des procès récents, mis à part des procès liés directement au mouvement social comme les Quatre de Cash Converter ou Massimo Passamani⁶, le suivi militant est très faible... On s'intéresse finalement très peu à la façon dont est rendue la justice... Sur le terrain des prisons spécifiquement, il y a toujours eu plusieurs collectifs de lutte, ce qui représentait à la fois une certaine dispersion des forces et également des divergences qui pour moi ne se faisaient pas sur des choses très précises. On aurait pu sans doute mieux s'entendre, que ce soit avec les militants animant Ras les murs ou avec d'autres... Il ne reste d'ailleurs que



Ras les murs et nous. Lorsqu'on a commencé en 1985, il y avait des mouvements à l'intérieur et ce mouvement des détenus dans son ensemble portait un certain nombre de revendications, de sujets à débattre alors que maintenant c'est différent. Ce n'est pas plus chiant mais c'est différent. Le silence est tout aussi signifiant que le discours parfois. En plus, la difficulté de ce terrain de lutte est qu'il faut relier dehors et dedans car si tu ne luttas que sur la prison, tu t'enfermes toi-même. La réalité à l'intérieur, c'est l'horreur, avec la violence et la mort. La seule solution c'est donc de rester en contact avec le mouvement politique à l'extérieur alors même que souvent il ne veut pas de toi car pour quasiment tout le monde, un détenu, c'est quelqu'un qui a fait une connerie, un point c'est tout. Tout te pousse donc à te replier sur ton terrain.

Mais pour préciser ce constat de désintéret, n'avez-vous pas l'impression qu'il y a en fait

3. Les lecteurs intéressés pourront se reporter au livre majeur de M. Foucault sur ce sujet, *Surveiller et punir*, Gallimard.

4. Ce type d'analyse est bien représenté par les travaux de l'Observatoire international des Prisons, qui se trouve à Lyon.

5. Ce n'est pas tout à fait le cas avec la police grâce au travail mené par M. Rajfus, tout seul et au sein de l'Observatoire des Libertés publiques.

6. Massimo Passamani est un anarchiste italien réfugié en France pour échapper aux poursuites lancées par l'État italien contre les mouvements libertaires et qui a été durant un moment sous la menace d'être extradé par l'État français. Les Quatre de Cash Converter sont quatre militants incarcérés durant le mouvement des chômeurs et précaires de cet hiver à la suite de l'occupation du magasin Cash Converter situé dans le XI^e arrondissement de Paris.

une classification des procès, entre ceux des «droits communs» dont tout le monde se fout un peu et ceux où il faut être un peu pour se montrer ?

Nadia : Tu veux dire des procès entre copains ? Quelque chose de plus affinitaire que de conscience, en fait ? C'est possible parce qu'il est vrai qu'on connaît les gens donc on se sent plus particulièrement impliqué. Mais il est clair qu'il y a eu des procès récents, concernant des grosses affaires financières qui montrent un réel disfonctionnement de la société libérale telle qu'elle se représente et que ces affaires judiciaires n'ont éveillé qu'un immense désintérêt... Comme par exemple le cas de Sarde, producteur de cinéma, qui est accusé par sept jeunes comédiennes de les avoir violées et qui serait déjà sorti de préventive, avec le juge chargé de l'affaire qui serait dessaisi...

Avant, la situation était sans doute identique mais maintenant avec toute l'information qu'il peut y avoir, tu te prends cette réalité dans la gueule et il n'y a pas beaucoup de réactions, que ce soit par rapport à des pontes ou par rapport au Crédit Lyonnais, sur des affaires qui concernent des sommes phénoménales. Même de la part de «l'opinion publique»... Parce que de la part de la justice ! Comme si tu ne pouvais pas remettre en cause la structure judiciaire telle qu'elle existe aujourd'hui, comme si c'était la panacée ou du moins une chose naturelle et que ne sachant pas comment la contester, on s'en contentait.

Guy : Mais ce constat est vertigineux. Le discours sécuritaire est déjà dépassé, derrière ce discours là les gens regardent comment ils peuvent s'en sortir et la seule solution qu'ils envisagent est individuelle. Comme de temps en temps ça marche, ils s'engouffrent dans cette voie. Alors que cela ne fonctionne que si, en tant que détenu, tu acceptes la domination. Les taulards regardent l'échelle des peines, ils regardent des gens qui ont commis des délits effarants s'en sortir et ils en tirent les conclusions qui s'imposent à l'égard de la justice. De la même façon, tout le monde sait comment circule la came et d'où elle vient et pourtant on continue à incarcérer les petits. L'information n'a jamais été aussi peu porteuse de lutte et *a fortiori* de libération.

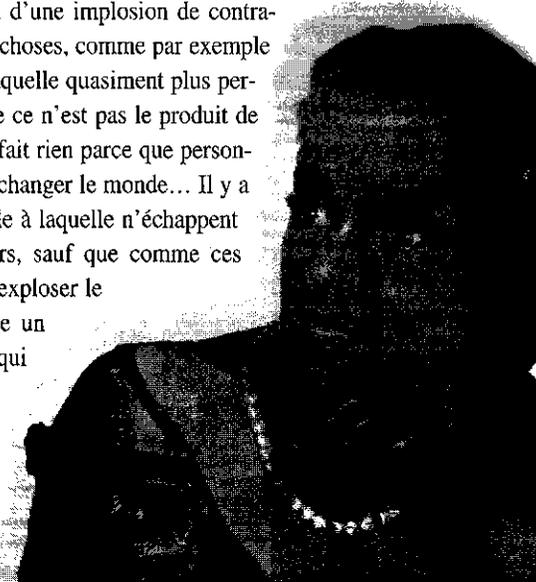
Nadia : On est au milieu d'une implosion de contradictions : on sait plein de choses, comme par exemple sur la délinquance pour laquelle quasiment plus personne n'ose prétendre que ce n'est pas le produit de la misère, et personne ne fait rien parce que personne ne pense plus pouvoir changer le monde... Il y a une schizophrénie générale à laquelle n'échappent pas les militants d'ailleurs, sauf que comme ces derniers essaient de faire exploser le système, cela les préserve un peu plus que les autres qui sont totalement malades.

Où en est le projet Prisons 2000 ?

Nadia : On en a eu quelques échos vu de l'intérieur et c'est assez intéressant car en fait le détenu dans une prison semi-privée devient un détenu consommateur. C'est-à-dire qu'il va avoir accès à des cantines qui sont exorbitantes, jusqu'à deux fois plus chères qu'à l'extérieur. Un détenu qui vient de sortir nous a raconté qu'ils essayaient de transférer les détenus qui n'avaient pas d'argent vers les prisons publiques car ils ne rapportaient rien. Comme les privés gèrent tout, la qualité et la quantité se réduisent car ils grattent sur le contenu : ils économisent sur la bouffe et le lascar est obligé de s'acheter à manger avec la cantine. Ils gagnent sur les deux tableaux. Cela n'a pas produit de révolte parce qu'en consommant, les détenus ont l'impression d'exister comme à l'extérieur. Ils s'achètent des trucs, de la bouffe et c'est quasiment comme s'ils étaient en bas de la cage d'escalier. Si tu prends la prison de Nanterre par exemple qui n'est pas très loin des quartiers où habitent les lascars, qu'est-ce que cela change vraiment pour eux : ils connaissent machin ou bidule qui est dans le bâtiment voisin, ils peuvent faire leurs petits trafics... S'ils se battent, ils perdent tout ça. Donc il faut avoir une sacré conscience pour bouger, ce qui nous renvoie à ce que l'on disait tout à l'heure.

Pour conclure, par rapport au personnel pénitentiaire, le fait que le FN ait essayé de monter sa propre structure au sein du personnel pénitentiaire traduit-il une radicalisation de celui-ci ou est-ce simplement une évolution de FO vers autre chose ?

Guy : Non, cela traduit juste une réalité qui est qu'il y a bien plus d'immigration en taule. Donc, si dans les années 1960 c'était haro sur les blousons noirs, dans les années 1970 haro sur les gauchistes, aujourd'hui c'est haro sur les immigrés. Mais cela ne montre pas que le personnel pénitentiaire est plus fasciste qu'hier. La fonction fait que tu dois te trouver des ennemis : tu ne peux pas enfermer un mec le matin et avoir de la sympathie pour lui le soir.



**OSER LUTTER
OSER S'INFORMER**

Sur la région parisienne, deux émissions de radio donnent des informations régulières sur l'état des luttes et certains aspects de la justice française. Il n'existe plus à notre connaissance de revues travaillant spécifiquement sur les luttes carcérales. *Rebelles*, revue de la COPEL, et *La Belle*, revue de compilation d'informations n'ont pas trouvé de successeurs.

PARLOIR LIBRE
sur Fréquence Paris Plurielle
(106.3)

RAS LES MURS
Radio Libertaire
(89.4)

La France des Camps

Le mouvement des sans-papiers puis les actions contre les expulsions ont mis en évidence la réalité de la politique xénophobe de l'État français. Piliers de cette politique : les centres de rétention.

« Si l'étranger est indésirable, il convient de prendre les mesures d'éloignement qui paraîtront justifiées... Si l'étranger, sans être indésirable, a la faculté de quitter la France, il y aura lieu de le faire dans un délai à fixer » proclamait une circulaire du Ministère de l'Intérieur français du 5 août 1939. Camps d'internement d'Argelès ou de Rivesaltes pour antifascistes espagnols dans les années 1930. Camps de concentration de Drancy ou Pithiviers, véritables antichambres de l'extermination nazie, dans les années 1940. Camps de travail pour ouvriers immigrés dans les années 1950. Camps d'emprisonnement pour indépendantistes algériens dans les années 1960. L'administration française possède une vraie pratique dans la mise en place et la gestion de camps en tout genre. Même si le sort réservé aux populations qui y sont enfermées varie selon les causes de leur regroupement et les périodes historiques. Avec les années 1970, un nouveau type de camps se développe à travers l'hexagone : les « centres de rétention ». Après la révélation de leur existence clandestine – la découverte de celui d'Arenc à Marseille dans un hangar du port – ces camps sont légalisés par la loi Bonnet du 10 janvier 1980. Objectif : « retenir » les étrangers en situation irrégulière pendant une durée déterminée, pour identifier leur pays d'origine afin de les y expulser. Depuis, les multiples lois sur le séjour des étrangers n'ont cessé de préciser le cadre légal de ces camps et d'augmenter la durée maximum de détention qui est aujourd'hui de 12 jours (loi Chevènement) jusqu'à trois mois dans les centres de rétention judiciaire d'Aniane (près de Montpellier), Ollioule et Orléans. Si le terme « retenir » est hypocritement employé, il s'agit en réalité d'interner, de regrouper, de concentrer les réfugiés avant de les expulser, de les déporter dans leurs pays d'origine.

En 1986, on dénombrait douze de ces camps. Aujourd'hui, il en existe au moins trente-deux répartis dans toutes les grandes agglomérations ainsi qu'en Guyane. D'une capacité nationale estimée à un millier de « places » (dont quasiment la moitié en région parisienne), les plus importants ressemblent à de véritables

camps avec barbelés, miradors et garnisons, comme celui de Mesnil-Amelot (142 places), près des pistes de l'aéroport de Roissy, celui de Vincennes (134 places) construit dans une ancienne forteresse – celle de Gravelle dans le Bois de Vincennes – ou celui d'Arenc (72 places) dans la zone portuaire de Marseille.

Les plus petits peuvent prendre l'aspect d'une simple cellule de commissariat ou de gendarmerie. Il faut ajouter à cela l'existence d'au moins 82 « zones d'attente » situées dans les aéroports, les ports et les gares métropolitaines et destinées à l'internement des étrangers qui sont interceptés par la Dcilec (ex-police de l'air et des frontières) lors de leur entrée irrégulière en France.

Qui décide de l'internement ? Dans un premier temps, les réfugiés interpellés dans une rafle ou lors d'un contrôle au faciès y sont placés sur décision administrative (policière) et non judiciaire. Au bout de 24 heures, l'article 35bis des lois Pasqua de 1993, revisité par la loi Chevènement, donne un tour judiciaire la procédure : les réfugiés sont alors conduits devant un juge de permanence. Celui-ci peut décider de les assigner à résidence, de les libérer ou de les maintenir en rétention jusqu'à « l'exécution de la mesure d'éloignement ». « Cette audience se tient, à Paris, dans un tout petit local du Tribunal de Grande Instance (...) dans lequel s'entassent le juge, le représentant de la préfecture, le greffier, l'étranger, l'avocat, l'interprète, les officiers de police... » témoignent les membres d'une mission d'enquête de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH) effectuée au printemps 1996. « La durée des audiences varie entre cinq et quinze minutes mais elles se déroulent invariablement de façon expéditive dans une atmosphère de travail à la chaîne », constate la mission. Pourquoi s'étonner alors que « le juge qui préside l'audience ne porte pas la robe ». D'ailleurs la majorité d'entre eux « ne se posent aucune question sur les conditions d'interpellation ou autres irrégularités ». « La France n'est pas un hôpital. Vous pouvez peut-être aller aux États-Unis. Il faut que vous trouviez un autre pays d'asile », déclare un juge à une sans-papier haïtienne, enceinte, lors d'une audience, le 6 mai 1997. « Il faut que vous fassiez votre vie en Algérie » expliquera ce même magistrat à un Algérien, père d'un enfant français. D'autres ne prennent pas le même ton paternaliste : « Vous êtes sans-papiers ? Vous vous appelez Mamadou ? Ah non, Ali ? ça se vaut... » ;

1. dans le sens d'appliquer une peine politique perpétuelle, afflictive et infamante, qui consiste à exiler un condamné dans un lieu déterminé ou à l'interner dans un camp de concentration situé dans une région éloignée ou même à l'étranger

2. Le seuil de l'intolérable
Rapport sur la situation des étrangers et demandeurs d'asile en France, FIDH, 1996

3. Audiences suivies par des militants du réseau 13 Actif et d'autres associations tout au long de l'année 1997. Ce réseau édite une publication rendant compte des audiences du 35 bis, Chroniques de l'arbitraire.

propos entendus lors de l'audience du 7 juillet 1997... Résultat : chaque année, des dizaines de milliers d'étrangers sont envoyés en camps de rétention par une justice d'exception.

Que deviennent-ils ? Selon la Cimade (service œcuménique d'entraide), habilitée à pénétrer au sein de ces centres spéciaux, le plus important, celui du Mesnil-

Amelot, voit défiler environ 7000 réfugiés par an. Un tiers d'entre-eux est expulsé, un tiers est emprisonné pour avoir refusé d'embarquer, les autres sont remis en liberté. Au total, en 1995, plus de 18 000 réfugiés ont été internés en France.

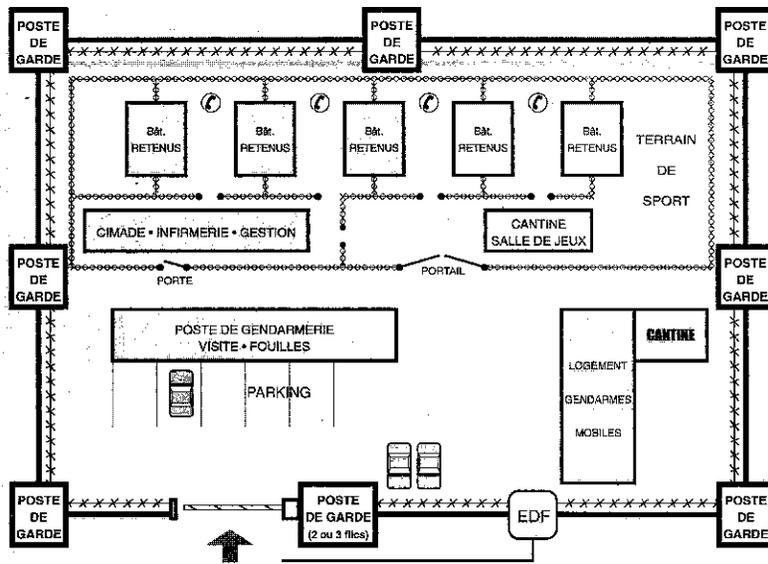
Difficile de savoir ce qui se passe à l'intérieur de ces camps. Le quartier pour hommes du dépôt de Paris, situé dans les caves de la préfecture, a longtemps été strictement interdit à tout observateur extérieur, associations ou avocats. Si un rapport du Comité européen pour la Prévention de la Torture (CPT) dénonçait dès 1991 les conditions d'internement de ce centre, il a fallu attendre quatre ans pour qu'une décision de justice impose sa fermeture en avril 1995. Décision qui est intervenue quelques jours après le tabassage d'un Algérien par huit policiers, un mois après le suicide d'un Marocain dans sa cellule et cinq mois après le viol d'un Algérien par un policier... Depuis, ce centre a été rénové pour la coquette somme de 24 millions de francs puis à nouveau ouvert.

Malgré la médiatisation de cette affaire, le secret continue d'entourer ces lieux. Un an plus tard, la mission d'enquête de la FIDH n'a pu en visiter que deux : celui de Nanterre (26 places) et celui d'Aranc. Les portes de ceux de Bobigny (28 places), de Lille (39 places) et du Mesnil-Amelot lui sont restés fermés. La partie immergée de l'iceberg... En septembre 1995, deux émeutes de réfugiés secouent les murs du centre de Nanterre. Fin août 1997, ce sont une cinquantaine de sans-papiers qui entament une grève de la faim au camp de Mesnil-Amelot. Selon un récent rapport du CPT, dans plusieurs centres, les réfugiés détenus sont privés de toute possibilité d'exercice en plein air. Une pratique digne de l'isolement carcéral, même si l'emprisonnement ne dure que douze jours. La FIDH, pour sa part, dénonce «l'omniprésence voire l'ingérence de l'administration et des forces de l'ordre à tous les stades de la procédure» : c'est bien un régime d'exception de fait qui est appliqué dans les centres de rétention. Quand on connaît les conclusions de la mission du CPT (printemps 1998) accusant la police française d'infliger des mauvais traitements aux personnes détenues,

notamment d'origine maghrébine et africaine, on imagine l'ambiance qui règne au sein des centres de rétention administrative. À la sortie de ces camps, les méthodes ne changent pas.

Une fois dans l'avion, les expulsés sont menottés et attachés au siège, voir chloroformés. Un médecin du Service Médical d'Urgence (SMU) de l'aéroport de Roissy a même été accusé de leur administrer du Barnetil, un neuroleptique puissant mis en cause pour ses effets secondaires dangereux. L'État français ne lésine pas sur les moyens financiers pour mettre en œuvre sa politique xénophobe : le forfait-expulsion négocié avec Air France lui coûte 15 000 francs par opération, réfugié et escorte compris. Avec environ 400 expulsions par mois à l'aéroport de Roissy (selon la Dilec), on atteint un budget «expulsion» de six millions de francs mensuels. Sans compter celles effectuées de Marseille. Quant au budget «rétention» on peut l'évaluer à près de 7 milliards de francs sur 10 ans. Le reste de l'Europe n'est pas épargné par la multiplication de ces camps et des mauvais traitements qui y sont pratiqués. L'État belge a décidé d'allouer près de 300 millions de francs jusqu'en 2002 pour la construction de sept «centres fermés». En janvier 1997, 200 demandeurs d'asile emprisonnés à Rochester (Kent Angleterre) ont suivi une grève de la faim. Selon la National Coalition of Anti-Deportation Campaigns, près de la moitié des détenus y souffraient «de problèmes de santé mentale ou physique et de traumatismes dus à des tortures psychiques, à la malnutrition et à des conditions sanitaires déplorable».

Malgré les protestations des défenseurs des droits de l'homme et de la femme et les actions directes contre la xénophobie d'État (collectif anti-expulsion en France, campagne contre les centres fermés en Belgique), l'Europe-forteresse et ses aspects les plus sombres se met irrésistiblement en place. Non contente d'avoir colonisé et dominé le monde, d'avoir instrumentalisé et entreteru la traite négrière et de continuer à piller les richesses planétaires, l'Europe capitaliste s'acharne à jeter ses immigrés après usage, en massifiant leur emprisonnement.



← Plan du centre de rétention de Mesnil-Amelot, à proximité des pistes de Roissy

Le camp de d'internement Compiègne

ENTRETIEN AVEC LAURENT JOIN

REFLEXes a interviewé Laurent Join, auteur d'une étude sur le camp d'internement de Compiègne. Ses premières recherches sur ce camp de transit de la Seconde Guerre mondiale ont donné lieu à un colloque organisé par la Société d'Histoire moderne et contemporaine de Compiègne, et ont été publiés dans les *Annales historiques compiégnaises*. Il a ensuite rédigé un texte avec Sabine Peiffert qui est paru dans *La Revue historique*.

REFLEXes : Peux-tu rapidement nous expliquer ce qu'est le camp d'internement de Compiègne ?

Laurent Join : Ce camp appartient à tout un réseau de camps ou de lieux d'internement qui, pendant l'occupation de la France, ont servi de lieux de transit lors de la déportation de dizaines de milliers de personnes. Il y a donc toute une série de camps dont Compiègne est l'un des pôles essentiels. Sur 139 000 déportés partis de France, 49 000 sont passés par Compiègne.

Tu dis que c'était un camp de transit. Quel rôle jouait ce type de camp ?

Un camp de transit, c'est «une étape entre la prison d'où l'on vient et le camp où l'on va». Ceci explique que les durées d'internement aient été relativement

courtes au camp de Compiègne : un mois en moyenne. Après leur internement à Compiègne, la plupart des prisonniers étaient transférés dans des camps de concentration allemands ou dans des camps d'extermination situés en Pologne.

La majorité des détenus de Compiègne sont partis pour le camp de Buchenwald. Mais on trouve d'autres destinations. Les femmes ont été déportées vers Ravensbrück. Les premiers convois de Juifs sont partis de Compiègne vers Auschwitz.

Quelle était la spécificité du camp de Compiègne ?

Elle tenait à sa fonction. Compiègne fut de loin le premier centre de déportation des prisonniers politiques. Le second élément de cette spécificité relevait de son statut. Ce fut le seul camp de transit en France à n'avoir jamais dépendu que de l'administration allemande. En effet, les autres camps, comme celui de Drancy ont tous été, au moins momentanément, gérés par les autorités françaises. Compiègne au contraire, du début en 1941 jusqu'à 1944 fut géré par les autorités allemandes. Il y a un autre cas avec le camp de Struthof en Alsace mais c'était un camp ayant un statut différent : c'était un camp de concentration et il était situé en zone annexée par l'Allemagne.

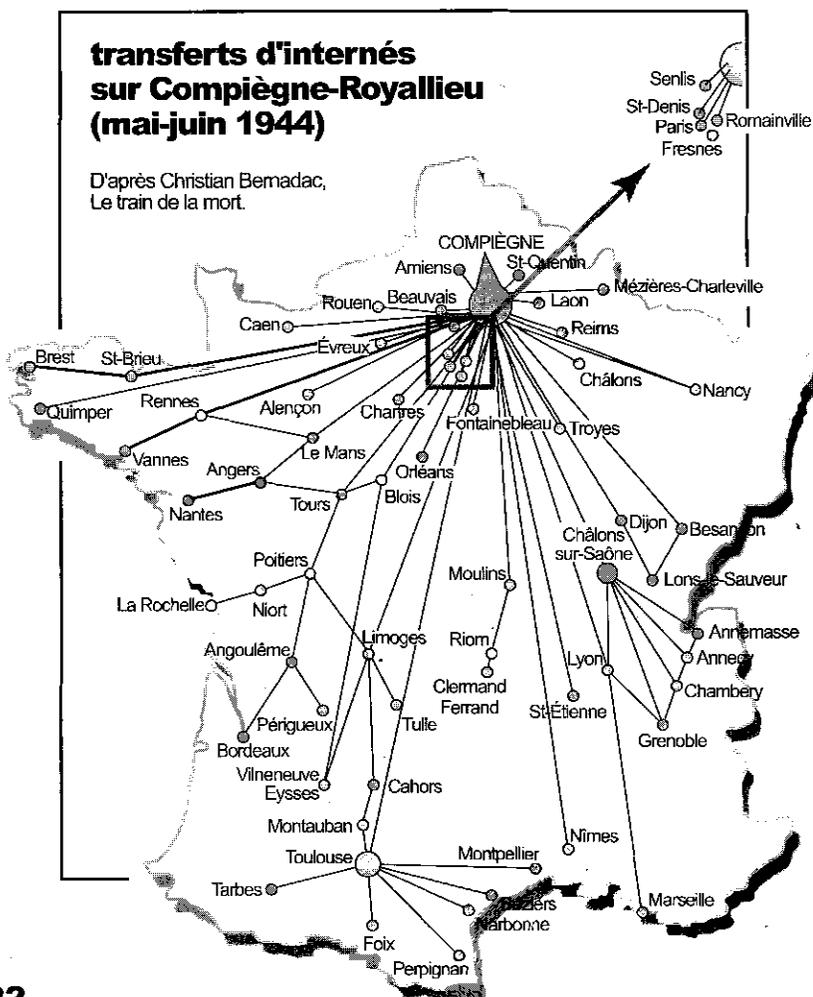
Pourquoi et comment ce camp a-t-il été installé à Compiègne ?

Ce camp se situe dans un faubourg de Compiègne, qui à l'époque s'appelait Royallieu. Il forme un quadrilatère de 400 mètres de côté.

Ce camp a été mis en place par les Allemands qui ont utilisé une architecture militaire qui existait depuis la veille de la Première Guerre mondiale: les casernes de Royallieu. Ces casernes ont d'abord servi de camp pour les prisonniers français et britanniques avant de devenir à partir du 22 juin 1941 un camp d'internement. Cette date est importante car elle correspond au moment où l'Allemagne nazie déclencha une opération contre l'Union soviétique. À partir de ce moment-là, les services d'occupation allemands eurent un besoin croissant de camps de détention et d'internement et les casernes de Royallieu devinrent le Frontstalag 122.

transferts d'internés sur Compiègne-Royallieu (mai-juin 1944)

D'après Christian Bernadac, Le train de la mort.



Qui étaient les internés ?

Il y avait différentes catégories d'internés dont la plus nombreuse à Compiègne était celle des prisonniers politiques. Environ 70% des internés étaient soit des «politiques», selon la détermination utilisée par les nazis, c'est-à-dire des communistes, soit des «résistants», ce qui désigne les résistants non communistes.

Il y avait aussi des déportés «raciaux» : essentiellement des Juifs. Ils représentaient environ 12% de la population des internés. Les Juifs furent internés à Compiègne surtout au début de l'occupation ; par la suite, ils étaient plus systématiquement envoyés dans le camp de Drancy.

Il y avait aussi dans le camp de Compiègne des «droits communs», ils représentaient environ 8% des internés. Ces «droits communs» jouaient un rôle important dans l'administration du camp. Enfin, il y avait 8 à 9% d'otages pris dans des rafles organisées par les nazis.

D'où venaient les internés ?

Il y avait une extrême diversité des lieux d'origine. La plupart des internés furent transférés à Compiègne après une première incarcération dans les principaux centres de détention du pays : Montluc à Lyon, la prison Saint-Pierre à Marseille, Fresnes, etc. Les internés arrivaient bien souvent à Compiègne après un voyage pénible. Une mise en scène wagnérienne et cynique les attendait à leur arrivée. Le processus de déshumanisation commençait alors. Après une première nuit passée au camp, les détenus étaient incorporés selon un processus qui traduisait une profonde volonté d'ôter à tout être humain sa dignité. Après un appel très long sur la place centrale du camp, les détenus recevaient une couverture, une gamelle, un peu de confiture et 200g de pain. Cette volonté de déshumaniser passait également par la mise en place d'une visite médicale humiliante où les êtres les plus faibles étaient éliminés du camp. Puis on remettait aux internés un matricule, ils devenaient alors des numéros. Les bagages étaient fouillés, et les effets personnels bien souvent confisqués.

Comment les internés étaient-ils répartis dans le camp ?

Il y avait un cloisonnement du camp avec différents secteurs correspondant aux différentes catégories de détenus. La partie la plus importante et la plus stable était celle réservée aux détenus politiques, elle occupait une douzaine de bâtiments. À côté de ces «politiques» il y avait les détenus étrangers, américains et russes qui étaient internés dans des bâtiments spéciaux.

Les Juifs étaient à l'écart, ils subissaient les conditions d'internement les plus dures. Le secteur juif était séparé du reste du camp par une double palissade qui les privait de tout contact avec les autres détenus. Les femmes étaient elles aussi isolées dans une partie du camp sans aucune possibilité de contact avec les détenus masculins.

Quelles étaient les structures d'internement ?

Une fois incorporés, les internés étaient soumis à l'ordre du camp. Ils étaient peu en contact avec les Allemands, sauf lors des appels du matin et du soir. Cependant il existait bien une structure d'internement nazie. Il y avait le commandant du camp qui était directement relié au service de sécurité allemand à Paris. Il était flanqué de ses adjoints : trois Oberlieutenants, quatre Hauptmänner, trois Sonderführer et trois adjutants. Cette structure disposait d'un certain nombre de gardiens SS chargés de la surveillance. Mais les Allemands se déchargeaient de la plus grande part de la gestion quotidienne du camp sur un certain nombre de détenus dont ils faisaient des petits chefs, des «kapos». Ces «kapos» étaient investis de responsabilités dans un système d'auto-administration du camp. Les détenus de droit commun faisaient souvent partie de cette structure en contact direct avec les autorités allemandes.

Quelles étaient les conditions de vie ?

Elles étaient déplorables. Pourtant Robert Antelme depuis l'enfer de Buchenwald, s'écriait après être passé par Compiègne: «Le paradis Compiègne». En effet, le malheur absolu relègue toute autre expérience aussi pénible fut-elle au rang de drame secondaire. À Compiègne, camp de transit, les conditions d'internement n'ont jamais été aussi dures que dans les camps de concentration et d'extermination.

Elles ont été toutefois assez effroyables pour conduire les internés vers la déchéance physique et morale, vers l'humiliation et l'avilissement permanent, et pour certains d'entre eux vers la mort. Les conditions de détention répondaient aux impératifs d'une politique de dégradation systématique de l'individu. La vie quotidienne se déroulait dans la plus pénible promiscuité. Dans les chambres, l'entassement était la règle. L'hygiène y était déplorable. On comptait par exemple cent lavabos pour tout le camp. Ceci s'accompagnait d'une pénurie alimentaire organisée : les rations distribuées ne fournissaient pas l'apport calorique nécessaire à l'organisme.

Y avait-il une possibilité de s'évader ? Et cela s'est-il produit ?

Effectivement, il y a eu de multiples tentatives d'évasion, on en recense environ 120. Beaucoup ont échoué. Parmi celles qui ont réussi, il y en a une particulièrement spectaculaire qui eut lieu le 22 juin 1942. 19 hommes du camp, des «politiques» s'évadèrent par un tunnel qu'ils avaient creusé sous les murs de l'enceinte du camp durant des semaines. À l'extérieur, des FTP les attendaient.

Combien de déportés sont passés par Compiègne ?

49 860 déportés sont partis de Compiègne. 54 convois



déportant en moyenne un millier de personnes à chaque fois ont quitté Compiègne entre mars 1942 et août 1944. Ces convois sont de plus en plus nombreux au fil des années : 5 en 1942, 22 en 1943, 27 en 1944.

Les destinations de ces convois sont les camps de concentration de Buchenwald (16 convois), Mauthausen (8 convois), Ravensbrück (5 convois), etc. D'autres convois plus rares partent vers les camps d'extermination d'Auschwitz.

En moyenne le transport durait 3 à 4 jours, les déportés étaient entassés dans des wagons à 80 ou 100, sans eau ni vivres suffisantes, souillés par leurs propres déjections. La mortalité dans ces convois était élevée et atteignait parfois un niveau effrayant, comme ce convoi parti de Compiègne le 2 juillet 1944 ; on l'a appelé le « train de la mort ». Sur 2166 déportés acheminés vers les camps de concentration, 536 d'entre eux ont péri pendant le voyage allant de Compiègne à Dachau.

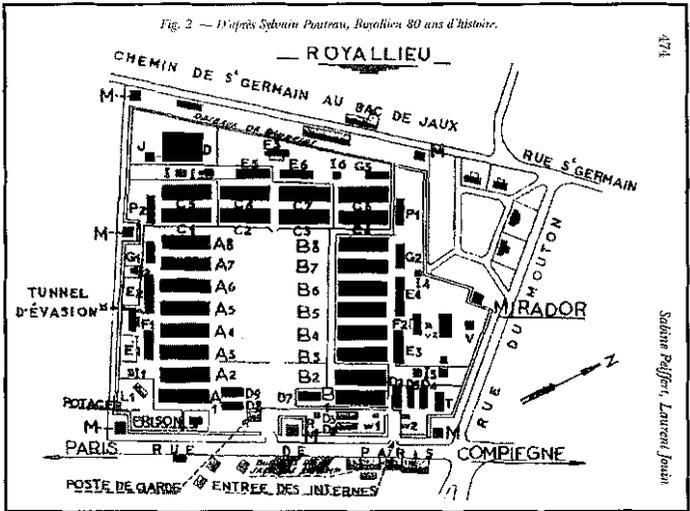
Pourquoi t'es-tu intéressé au camp de Compiègne?

Mon intérêt pour ce camp est venu avec la lecture d'un ouvrage de Jorge Semprun intitulé *Le grand voyage*.

Dans cette autobiographie romancée, il évoque son passage à Compiègne. Ce livre m'a

C'est dimanche et il est tôt
En entrant dans la ville nous avons vu quelques passants.
Les uns promenaient leur chien, les autres se hâtaient.
Peut-être allaient-ils à la messe. Ils regardaient à peine
les camions dans lesquels nous étions debout.
Nous chahutons et criions pour les faire
au moins tressaillir. "Nous sommes des françaises,
des prisonnières politiques, nous sommes déportées en Allemagne".
Ils s'arrêtaient un instant au bord du trottoir, levaient les yeux,
vite les baissaient, continuaient leur chemin.
Nous continuions le nôtre et les perdions de vue.

Charlotte Delbo, in *Le convoi du 24 janvier*



donné l'idée de creuser l'histoire de ce camp. On a l'habitude de passer devant des lieux qui sont chargés d'histoire sans pour autant s'y intéresser véritablement. Pourtant, il y a là une page très importante et dramatique de notre histoire qui s'est écrite. J'ai eu envie d'aller fouiller dans ce passé de Compiègne.

Comment se fait-il que l'on ait mis autant de temps avant de parler et d'écrire sur ces camps d'internement français?

L'histoire des camps d'internement en France a mis du temps à se faire parce qu'elle dérange. Elle met en évidence les responsabilités du régime de Vichy mais aussi de tout un appareil d'État qui a collaboré à la persécution raciale et à la répression de militants politiques. Cette histoire constitue un contre-pied au mythe héroïque d'une France résistante. Depuis quelques années des auteurs comme Anne Grynberg ou Denis Peschanski lèvent enfin le voile sur cette période et montrent ce qu'était la réalité des camps d'internement en France.

Pour donner un exemple de cette difficulté qu'il y a à faire l'histoire des camps de la honte, on peut citer une anecdote : celle du film d'Alain Resnais. En 1955, lorsque ce cinéaste tourne *Nuit et brouillard* apparaît dans des plans du film un képi de policier français. On lui demande de l'effacer parce que cela était jugé contraire à l'intérêt national. Il y a bien une véritable difficulté à faire l'histoire de ces camps.

abonnement **No Pasaran!**

Chèque à l'ordre de **ÉMANCIPATION**

Abonnement au magazine REFLEXes (100 francs pour 5 numéros)
 Abonnement seul au mensuel No Pasaran (80 francs pour un an, soit 10 numéros)

à renvoyer à
 No Pasaran
 21ter rue Voltaire
 75011 PARIS

Nom Prénom _____
 Adresse _____
 Code postal [] [] [] [] [] [] Ville _____

Oubli Direct

ENTRETIEN AVEC
HELYETTE BESS

REFLEXes : Quelle est la situation générale des militants d'Action directe qui sont toujours incarcérés ?

Ils ne sont plus à l'isolement. Régis [Schleicher] a été transféré de la centrale de Clairvaux à celle de Moulins à titre punitif. Nathalie [Ménigon] et Joëlle [Aubron] sont toujours à Fleury-Mérogis et Jean-Marc [Rouillan] est à la centrale de Lannemezan où il travaille à la bibliothèque. Ils ne sont plus à l'isolement carcéral mais ils ont bien sûr toujours le statut de DPS [Détenu Particulièrement Surveillé], au même titre que d'autres d'ailleurs, en particulier les militants basques. Par contre il est clair que c'est l'isolement par rapport à l'extérieur qui ne cesse de s'accroître et ils ont de moins en moins de contact avec des personnes de l'extérieur. Les permis de visite sont extrêmement rares.

Quel était le but du mariage entre Nathalie et Jean-Marc qui a eu quelques échos médiatiques il y a 2 ou 3 mois ?

Le but initial était clairement de permettre le contact entre Jean-Marc et Nathalie qui a connu un accident cérébral il y a quelques mois. Cela aurait permis une entrevue de façon à peu près certaine et cela aurait fait un antécédent pour réclamer des visites par la suite. De fait, cela a eu quelques échos dans *Libération* et sur Canal +. Pour l'instant la situation est bloquée dès lors que l'administration pénitentiaire refuse le mariage avec moi comme témoin de Jean-Marc. Cela prend deux formes : d'une part le directeur de la centrale de Lannemezan refuse de me délivrer un permis de visite et d'autre part le juge d'Évry avance comme argument la mise sous tutelle par rapport au procès en assises. Mais il est clair que c'est ma qualité de témoin qui pose problème et comme Jean-Marc n'en veut pas d'autre... Il y a obstruction de la Chancellerie en toute illégalité et c'est une situation qui peut durer longtemps dès lors que la pression est faible.

Y a-t-il d'autres perspectives que leur situation s'améliore ?

Pas vraiment. Il faut dire qu'il n'y a pas réellement de biais, y compris par rapport à Nathalie. Elle a eu cet accident cérébral grave mais il n'y a pas de rapport direct avec l'isolement carcéral et elle l'aurait sans doute eu à l'extérieur. Par contre les soins pour ce genre de problème sont lourds et il est évident que la prison

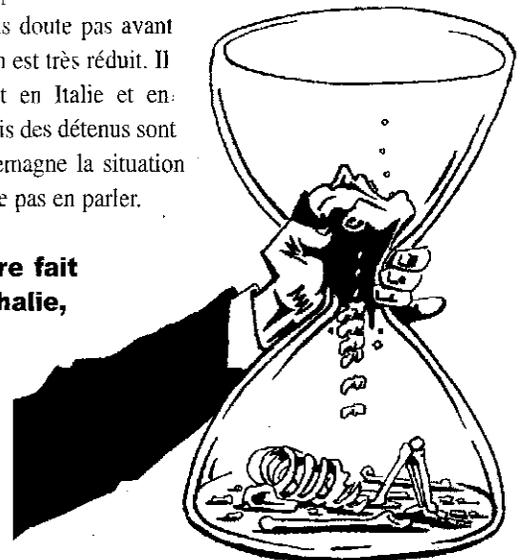
aggrave largement la situation. Le seul moyen de relancer une certaine agitation autour de leur cas serait une reprise des luttes sociales et une implication de gens comme moi dans ces luttes. Cela permettrait de décriminaliser ce passé militant parmi ceux qui sont aujourd'hui actifs et qui se désintéressent totalement de Jean-Marc et des autres. Mais il est clair aussi qu'il ne peut y avoir lutte à l'extérieur que s'il y a lutte collective à l'intérieur car sinon cela se résume à des luttes individuelles complètement fragmentées.

La situation est-elle différente sur le plan international ?

H.B. : Pas vraiment. Les militants belges [des CCC (ndr.)] sont en situation d'être libérés depuis l'année dernière puisqu'ils ont accompli dix ans de détention mais ils ne le seront sans doute pas avant trois ou quatre ans. Le soutien est très réduit. Il est nettement plus important en Italie et en Espagne où les familles et amis des détenus sont très impliqués. Enfin en Allemagne la situation est particulière et je préfère ne pas en parler.

Qu'est-ce qui peut être fait en soutien pour Nathalie, Joelle, Jean-Marc et Régis ?

H.B. : Clairement, c'est envoyer de l'argent. Il y en a très peu qui leur parvient et c'est pourtant ce dont ils ont besoin en priorité.



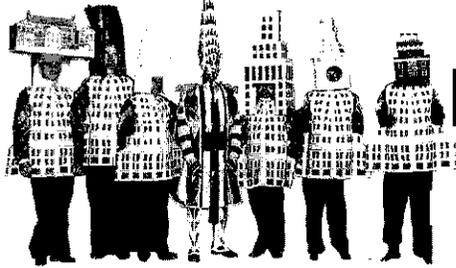
Il est facile d'oublier des prisonniers. Cette facilité est accrue lorsque ces prisonniers sont enfermés pour des motifs qui ont plus ou moins quitté le champ des préoccupations de tout un chacun. C'est bien évidemment le cas pour ceux qui sont appelés «droits communs». Mais c'est également le cas pour les «politiques» dès lors que leur engagement passé n'a plus la faveur des cercles militants. Voici donc un entretien avec Helyette Bess qui n'a pour ambition que de rappeler que les militants ayant choisi la lutte armée il y a quelques années ont toujours besoin d'un soutien.

UN SOUTIEN VAUT MIEUX QUE DEUX TU L'AURAS...

Vous pouvez écrire et faire parvenir de l'argent aux adresses suivantes. Rappelez-vous que toute somme d'argent, même minime, est la bienvenue :

- JARGON LIBRE, 12 AVENUE DU CHÂTEAU 94300 VINCENNES**
- J. AUBRON, 31504U D6E & N. MÉNIGON, 32091B D6E**
- 9 AVENUE DES PEUPLIERS 91705 FLEURY MÉROGIS**
- J.-M. ROUILLAN, 969 B 204, BP 166 65300 LANNEMEZAN**
- R. SCHLEICHER - TRANSMETTRE À JARGON LIBRE**

Chronique d'une ville annoncée



«L'urbanisme apparaît à la fin du XIX^e siècle du constat que l'industrialisation des villes entasse les masses populaires dans des quartiers insalubres»¹. L'urbanisme va s'attacher, dans l'élan positiviste qui le porte, à rationaliser et à mettre de l'ordre, à améliorer les conditions d'hygiène et à neutraliser les classes dangereuses. Rendre la ville plus opérationnelle.

1. J.P. Lacaze, La ville et l'urbanisme, 1995.

2. *idem.*

Nous ne ferons pas la critique d'un courant de pensée urbanistique particulier, distribuant des bons points ici, blâmant les promoteurs là-bas. Les différents courants convergent en un même projet. Qu'il soit le fruit de «bonnes intentions» ou d'intentions purement affairistes, l'urbanisme, qui se drape derrière le voile de l'objectivité et de la nécessité, est une science de deuxième main qui participe à un processus et qui opère des choix en conformité avec celui-ci. C'est ce processus que nous aborderons à travers le spectre de l'urbanisme et de la ville. Le monde a rétréci. Les progrès techniques alliés aux dernières découvertes technologiques ont bouleversé la notion d'espace et de temps. Les formes des villes ne dépendent plus tant de leur situation géographique que du temps qui les sépare, l'infrastructure nécessaire à la circulation rapide modelant l'espace de façon identique (autoroutes, aéroports). La vitesse accrue de la circulation des informations et des biens engendre un alignement des modes de vie et des goûts sur un certain nombre de modèles types disponibles sur le marché mondial. Le degré de développement des réseaux de circulation des biens, des informations et des personnes est la trace physique du développement économique atteint par un pays, une région ou une ville. Lorsque «le temps c'est de l'argent», l'espace devient une distance à abolir. Lorsque la distance est abolie, alors les échanges commerciaux peuvent battre leur plein.

Un nouveau Veau d'Or

On ne peut séparer la ville de l'époque qui la fait vivre, sans perdre le sens de ce qui s'y passe. Nous vivons dans un monde où tout a une valeur marchande, où tout est sujet de – et à – spéculation. L'économie est devenue la vérité de ce monde, à la fois divinité à implorer et religion à respecter. Il n'y a aucune alternative présente, tant chez ceux qui tentent du mieux qu'ils peu-

vent de régner, que parmi ceux qui les contestent. «Pas de salut hors du royaume de Dieu», comme l'on disait. Pour ceux qui en ont acquis la gestion, la ville est un point sur une carte qui devra attirer le regard des investisseurs si elle veut survivre et se développer. «De nombreuses municipalités s'attachent, désormais, à une nouvelle priorité, celle du développement économique. Elles explorent, dans ce dessein, les voies d'un urbanisme de communication, dont le rôle consiste à signifier le dynamisme de la ville, sa capacité à attirer les entreprises innovantes. Elles engagent des réalisations de prestige et font volontiers appel aux grandes vedettes de l'architecture internationale»². Quitte à se noyer dans l'abstraction, la ville devra savoir se vendre et créer des événements publicitaires de grande ampleur (festivals culturels spécialement conçus à cet effet promotionnel par exemple). Cette volonté de travailler son image pour séduire l'économie engendre de nombreuses transformations. Ce que l'on nous présente comme de nouvelles orientations n'est en fait que l'éternel retour du même, accentué d'un nouveau degré de soumission à la règle, à ce que ceux qui gouvernent prétendent être la vérité de ce monde.

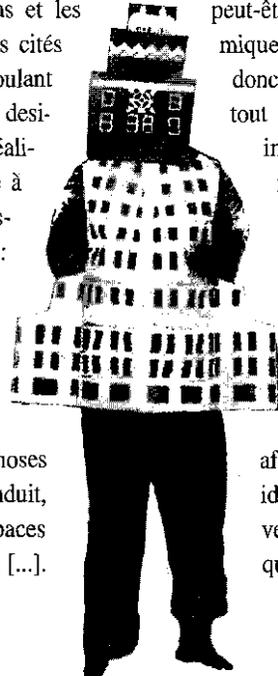
Le premier cercle

La voiture a eu la part belle du temps où la pollution n'existait pas officiellement mais elle tend à refluer des centre-villes. Les centre-villes appartiennent aux commerces, à l'administration et de plus en plus aux banques. Nous sommes passés d'une ville industrielle à une ville tertiaire. On peut décrire la ville ainsi : un centre historique relooké, folklorique, où l'on peut lire les traces d'un passé. On y trouve cafés, restaurants et commerces divers mais également des appartements pour une population jouissant de revenus confortables (cadres), ou qui s'identifie encore à elle (étudiants). De-ci de-là, on trouve également quelques logements à caractère social : c'est la caution électorale. Autour, il y a les zones intermédiaires, enjeux des prochaines opérations de restructuration urbanistique. Ensuite, il y a le périphérique ou la rocade bordée des cités de banlieues et des zones résidentielles pavillonnaires qui

s'étendent et s'agglomèrent à des villes plus petites. Autour des périphériques, on trouve des zones industrielles et des zones d'activités commerciales qui se sont implantées là en raison des facilités d'accès et du bas prix du terrain. Les complexes commerciaux géants construits en bordure de périphérique sont conçus comme des centre-villes, avec imitations de places, de devantures à l'ancienne ou ultra-modernes, allées, jets d'eau, etc. On y trouve tout ce que l'on peut avoir dans un centre-ville réduit à la consommation : boutiques, cinémas, centres de loisirs, restaurants... Ils attirent une forte clientèle autant banlieusarde qu'intra-urbaine, au grand dam des commerçants des centre-villes, à tel point que le simulacre devient le modèle : «Il faut apprendre à gérer les centre-villes comme des centres commerciaux à ciel ouvert. Les clients vont dans des lieux qui ont une identité, dont les accès sont faciles, les stationnements possibles et l'environnement agréable»³, nous dit le vice-président du groupe de pression PROCOS⁴.

Normalisation urbaine

Des événements interchangeables et sans importance sont vendus par des sociétés de marketing ou des cabinets-conseils en communication. Cela tient lieu d'animation et cette animation commerciale est devenue la norme de la fête. En ville comme partout ailleurs, nous avons affaire à une stratégie globale, sous-tendue par une idéologie du bonheur et du contrôle par et pour la consommation, à la fois moyen et fin. Dans ces conditions, la ville que l'on n'habite plus mais où l'on a éventuellement un habitat est réduite à des zones de consommation entrecoupées de vide où rien ne se passe, excepté de temps à autres, des accidents. «On ne passe plus que d'une pièce à une autre, les rues ne sont qu'un passage d'un lieu à un autre. Avant la rue offrait un espace où s'exprimer, maintenant ce n'est qu'un couloir.» (Groupe d'intervention TokyoGagaga, Japon, 1993). Cette organisation de l'espace est le fruit d'une idéologie critiquée par certains urbanistes eux-mêmes. Citons Alain Charre : «Les élus et les urbanistes se sont mis à réaménager les cités comme on aménage une maison, en voulant tout décider, tout faire dessiner par des designers, mais il est évident qu'une ville idéalisée dans l'abstraction n'est pas ouverte à tous les types de population. Souvenons-nous des grands responsables fascistes : ils savaient que par l'esthétique on peut façonner un ordre social. Le "nettoyage" des exclus des centre-villes préserve une forme d'esthétique typique de la *middle-class* qui prétend imposer le consensus des apparences. Il y a des choses qui font sales. [...] [ce crédo esthétique] induit, entre autres, une dénégation des espaces conflictuels. Elle crée des lieux réservés [...].



On construit une ville bien polie à laquelle chacun doit être adapté. Bien poli donc. Mais ça ne fait pas une ville pour vivre ensemble.»⁵ Ce sont là des critiques intéressantes, mais il convient de les apprécier à leur juste mesure : «Ce qui importe au spécialiste c'est de ne pas perdre la main. Il passe son temps à constater les erreurs ou l'impuissance de sa profession pour ne pas être remis en cause dans sa position de spécialiste. Pour ne pas perdre cette place, d'où, avec sa petite fête, il pourra faire le bonheur d'une humanité déresponsabilisée qui s'en remettra sans cesse aux jugements de l'homme qui sait. Cette humanité sera d'autant plus prête à le croire qu'elle en ignorera d'avantage : toujours plus abreuvée d'informations contradictoires, toujours soustraite d'avantage à l'expérience intimement vécue. Le spécialiste renvoie toujours l'individu à la même place de spectateur complice de l'ordre nouveau ; individu isolé dans la foule, cherchant à ce qu'on lui montre ce qu'il faut voir, et lui dise ce qu'il faut entendre. Éternel enfant prêt à croire ce que lui disent les grands, avant que de se retirer, dans sa petite maison avec ses jouets dérisoires, pour ne plus voir que tout craque autour de lui.»⁶ C'était la figure du spécialiste, elle est celle de la société tout entière, dans chaque secteur particulier.

Une société sous contrôle

L'espace réduit à sa fonctionnalité est ainsi : il y a des lieux où consommer ou à consommer, il y a des chemins pour s'y rendre. L'espace libre, c'est-à-dire non soumis à un usage dirigé devra donc être traité. L'urbaniste-architecte François Grether (constatant que les espaces libres «donnent une impression de délaissement») parle. Il parle et dit : «Au voisinage d'espaces spécialisés, un renforcement des fonctions d'habitation et de commerce apporte les complémentarités souhaitables»⁷. François Grether parle parce qu'il ne pense pas, il n'a pas été programmé pour cela. Jean Cabanel du Ministère de l'Environnement, explique quant à lui que «l'on est en train de découvrir que le paysage peut-être un facteur de développement économique»⁸. Des gestionnaires d'espace achètent donc de la nature, des sites, pour les préserver ; tout autour, ils mettent des parkings payants, imposent des itinéraires et y ajoutent des fonctions d'hébergement et de commerce. L'être humain, devenu sujet d'étude, vit dans un monde où le seul changement possible est celui qui consiste à maximiser l'opérationnalité du système (la mise en équation et les profits). Ses moindres mouvements, ses moindres réactions, sont épiées, mémorisées, analysées, afin de perfectionner plus encore cette grande idée du siècle dernier : le progrès. Progrès vers quoi ? Pour qui ? Voilà des questions que l'on pose simplement pour ne pas avoir à



3. *Ouest-France*, 15-16 juin 1996.
4. PROCOS, groupe de pression représentant 130 enseignes nationales (Monoprix, Yves Rocher, France-Loisirs...) et engageant des réflexions stratégiques avec les élus locaux en vue de revitaliser les centre-villes.
5. *Libération*, 24 juin 1996.
6. Claude Desmet, *La figure du spécialiste*, 1994.
7. *Ouest-France*, 27-28 juillet 1996.
8. *Télérama*, 26 juin 1996.

y répondre. Le progrès s'apparaît comme une justification suffisante. Avec la surveillance qui s'intensifie, c'est aujourd'hui l'ensemble de la société qui est placé sous contrôle. Ce contrôle a de nombreuses visées : connaître, dissuader, contraindre, réprimer ; mais aussi tirer des enseignements pour pouvoir induire de nouveaux comportements, et par ailleurs vendre, faire vendre et satisfaire davantage les consommateurs. L'informatique dans son application militaire, policière et commerciale permet de stocker davantage d'informations, et d'en faciliter le traitement. Pour ce qui est de l'être humain, la collecte d'information est rendue plus aisée si c'est l'individu lui-même qui nourrit la machine. C'est d'ailleurs ce qu'il fait : il a des notes de téléphone, une carte bancaire avec relevés détaillés, il remplit des formulaires, des questionnaires, il passe souvent dans le champ d'une caméra de surveillance, il est parfois muni de cartes d'accès et de badges magnétiques. Ces informations recueillies peuvent avoir plusieurs applications : élaborer des profils-types, faire des statistiques, apporter des preuves, rien, régler des litiges, élaborer une stratégie, retrouver un suspect, ou, également, être vendues à d'autres sociétés ou services. Si le contrôle est policier, il n'est pas systématiquement répressif, mais il l'est toujours potentiellement. Le contrôle permet avant tout une gestion plus rigoureuse de l'humain réduit à un objet fonctionnel. «Parce que le système se disloque à mesure qu'il devient plus performant, il doit s'observer en temps réel pour pouvoir soigner le mal qu'il produit. Le développement économique est le fruit de l'accroissement de la dislocation du système découvrant de nouveaux champs d'investigations.»⁹

De la ville au village planétaire

La ville est instrumentalisée, elle est un outil de gestion. Les urbanistes contrôlent l'aménagement de la ville afin de satisfaire à des exigences, dictées par la nécessité. Une nécessité économique. L'aménagement de l'espace visera donc à maximiser le taux de pénétration de l'économie tout en jouant avec des résistances d'ordre social. Les résistances sociales seront traitées par l'intermédiaire des moyens de communication de masse permettant à ceux qui gèrent ainsi qu'à leurs collègues de livrer des informations avec l'interprétation qu'il convient d'en avoir (propagande) et de promouvoir le type de comportement souhaité (publicité). Il y aura bien sûr des conflits qui éclateront : il conviendra alors d'avoir une réponse adaptée.

Le développement rapide et continu des moyens de communication conduit au maillage de l'espace en réseaux, permettant ainsi de s'offrir les retombées économiques de la multiactivité, tout en favorisant l'éclosion de nouveaux secteurs marchands. Le réseau est le nouvel espace de survie. «Les urbanistes s'accordent à prédire que les ségrégations futures découleront de l'accès aux transports, aux réseaux de communication

et à l'information»¹⁰ : d'un côté une population en transit, qui se touche à travers les écrans de fumée, de l'autre, la piétaille, cantonnée dans un monde rendu inhabitable.

L'insécurité urbaine

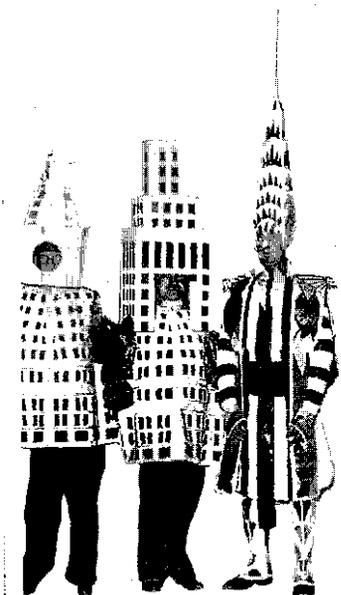
S'il faut diviser pour mieux régner, il faut également séparer pour mieux vendre. La séparation fut valorisée par la promotion d'un individualisme de masse marqué par un refus des anciennes contraintes (liées au groupe, à la famille) et un accroissement de la dépendance à l'économie. «Le secteur marchand s'élargit sans cesse. Des fonctions assurées autrefois par l'individu lui-même font maintenant l'objet de services payants, des spécialistes en tous genre pénètrent dans tous les domaines de la vie privée et font payer cher ce qui était autrefois assuré par l'individu ou la collectivité»¹¹. Le privé devient public et enjeu de tractations mercantiles, l'affectif envahit tout. On veut des commerçants accueillants et sympathiques, une ambiance de travail amicale, des logiciels conviviaux. La nature du système (la guerre de tous contre tous pour accroître une autonomie illusoire) est masquée par l'aspiration collective à une convivialité béate. Dans ces conditions, tout rapport direct (*i.e* non filtré par un médium technique) déchire le rêve et est vécu comme une agression. L'altérité n'est tolérée que comme image avec laquelle on peut jouer à se faire peur ou plaisir. Les images se succèdent à un rythme accru et cette succession continue devient la réalité. La peur s'installe. La menace est diffuse et se matérialise en différentes figures emblématiques d'un mal qui frappe aveuglément : chômage, drogue, terrorisme et maladies, promus à grand renfort de publicité. L'ordre des choses se félicite de s'en tirer à si bon compte.

Dernier croisement

«La ville est un puissant moyen de création de besoins, c'est-à-dire de diffusion de l'information orientée nécessaire au maintien de la structure sociale existante. En résumé, elle facilite la diffusion d'un certain type d'informations génératrices de besoins qu'elle s'efforce ensuite tout naturellement de satisfaire. Ce faisant, la structure socio-économique du groupe humain qui gouverne n'est jamais remise en question puisque tous les efforts sont faits pour la maintenir»¹². Cette description est un peu statique, la réalité est plus dynamique. Les «gouvernants» se contentent d'harmoniser et de désigner quelques boucs-émissaires, de trouver comment gérer tous ces pauvres dont on ne peut plus tirer grand bénéfice. Les différents courants d'opposition autoproclamés ne proposent qu'une pseudo-vérité critique à l'intérieur d'un système global non critiqué. Le processus reste ainsi intouchable car impensé, et le mouvement récurrent des épiphénomènes peut se poursuivre. Tranquillement.

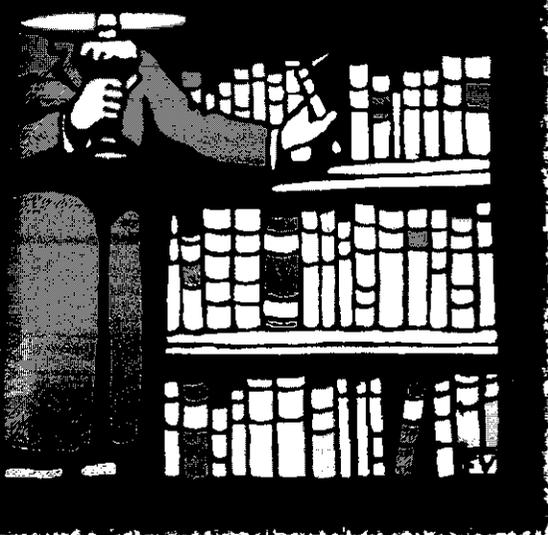
●
Marcel Cario

9. Pierre Benamar, *Exercices d'économie appliquée*, 1994.
10. L'Événement du Jeudi, 27 juin 1996.
11. Roger Sue, *Les loisirs*. (3^e édition) 1988.
12. Henri Laborit, *L'homme et la ville*.



BOUQUINS

NOTES DE LECTURE



BOURRE Jean-Paul,

Les Profanateurs. La nébuleuse de tous les périls - Nouvelle Droite, Skinheads, Rock-métal, Néonazis,

Le Comptoir éditions, 1997, 201 p.



Ce livre est un mauvais livre, et l'intérêt de lui consacrer une note de lecture ne provient que de son caractère éditif. Depuis quelques années, il s'est en effet développé un véritable marché éditorial de l'extrémisme de droite sous toutes ses formes et nombreux sont ceux qui essaient d'en obtenir leur part. J.-P. Bourre en fait partie.

Comme l'indique plus ou moins le titre de l'ouvrage, l'auteur entend donc nous instruire des liens entre satanisme, rock, mouvement skinhead et nouvelle droite. Le propos est

ambitieux et presque alléchant étant donné les événements survenus en 1996 dans divers cimetières du sud de la France. Il faut dire que le satanisme est à la mode et qu'il a fourni le prétexte à moult digressions, comme l'illustrent parfaitement, entre autres, un exemplaire de la collection Le Poulpe *Satanique ta mère* ou l'article grotesque du catholique C. Terras dans l'ouvrage collectif *Négationnistes : les chiffonniers de l'histoire*. Las ! J.-P. Bourre ne tient pas ses promesses et tombe rapidement dans le grand guignol... Il essaie de s'appuyer sur son passé de militant nationaliste (même s'il ne se présente que comme un simple compagnon de route). Le seul problème est que ce passé date quelque peu et c'est ainsi qu'il nous livre des révélations sur le GRECE datant de... 1975 ! Il essaie également de cultiver le côté « investigation » mais la nature des références citées (*VSD, L'Express, L'Événement du jeudi, Le Monde...*) dans le livre démonte vite le procédé. Présenté sur la jaquette comme un « véritable journaliste de terrain » (il en a même les attributs : regard mauvais caché sous le chapeau d'Indiana Jones, moustache héroïque qu'accompagne une barbe de 3 jours...), il semble en fait que ses seuls véritables contacts avec la réalité se résument à une rencontre avec des skins auvergnats lors d'un solstice d'été et à des interviews comme celles des sieurs Questin, Warlet et Farrant, respectivement druide tendance folklorique, militant barbouzard et profanateur britannique. Pour masquer cette vacuité intellectuelle, J.-P. Bourre noie le poisson sous un flot d'imprécations apocalyptiques et de recopiage

de passages entiers de revues bien mieux informées que lui et pour cause...

Ses références historiques ou politiques ne sont pas plus sérieuses et ont de quoi faire frémir n'importe quel militant un tant soit peu sérieux qui se pencherait sur le sujet. Je cite en vrac : Philippe Hertens, *Le nationalisme radical en France*, ouvrage de synthèse pour grand public ; Jean Prjeun, *Hitler et la guerre luciférienne*, livre bouffonesque édité chez J'ai lu ; Serge Hutin, *Aleister Crowley*, livre de mauvaise vulgarisation publié chez Marabout et dont J.-P. Bourre a dû trouver la mention chez P. Hertens puisque celui-ci le cite, etc.

Finalement, le militant catholique J.-P. Bourre échoue lamentablement dans son entreprise de dénonciation des liens satanico-fascistes et le ridicule de la fin est tel qu'on en viendrait presque à se demander s'il ne s'agit pas d'une opération de discréditation des antisatanistes, comme en son temps l'antyclérical Léo Taxil parvint par une superbe imposture à ridiculiser les milieux catholiques anti-franc-maçons (cf. M. Introvigne *Enquête sur le satanisme*, p. 143-208).

INTROVIGNE Massimo,

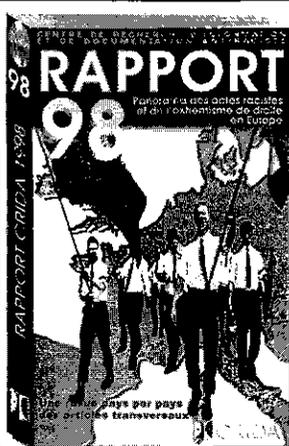
Enquête sur le satanisme,

Éditions Dervy, coll. Bibliothèque de l'Hermétisme, Paris, 1997, 414 p.



Le titre de ce livre pourrait prêter le flanc à une certaine confusion et laisser accroire qu'il est du même type que celui de J.-P. Bourre, c'est-à-dire un ouvrage sensationnaliste de plus. Il n'en est rien, bien au contraire. *Enquête sur le satanisme* offre un

RAPPORT CRIDA 98 PANORAMA DES ACTES RACISTES ET DE L'EXTRÉMISME DE DROITE EN EUROPE



Le CRIDA (Centre de Recherche, d'Information et de Documentation Antiraciste) présente, comme chaque année depuis 1994, un rapport sur la situation du racisme et de l'extrême droite en Europe. Ce rapport comporte une revue détaillée de 16 pays dont pour la première fois le Portugal et la Pologne, mais aussi des textes transversaux sur les relations internationales du Front national, l'état du racisme en Europe...

320 pages, 90 francs port compris

JE COMMANDE **RAPPORT CRIDA 98**

SOIT 90 FRANCS X = FF

POUR L'ÉTRANGER :

PAR MANDAT POSTAL INTERNATIONAL UNIQUEMENT

Chèque à l'ordre du CRIDA

Nom

Prénom

Adresse

code postal -

Ville

Pays



CRIDA

BP 538 75524 Paris cedex 11

Tél. 06 60 93 26 20 • Fax 06 61 93 26 20

alice

| Après le mouvement des chômeurs et précaires | André Gorz. *Misère du présent, richesse du possible* | Mort et résurrection du débat sur le revenu minimum et le revenu garanti | Yves Pagès. *Petites natures mortes au travail* | Sans-papiers et sans-revenus | **Des îles dans le réseau** | Hakim Bey | Seeker 1 | Critical art ensemble | The Mentor | King Fisher | Hackers et cyber-activistes | **Critique de la politique** | Réfugiés et Europe: l'anomalie italienne | Philippe Manjeot (Act Up Paris). *Impureté de la politique* | Madjigene Sissé. *La longue marche des sans-papiers* | **La fabrique du sensible** | Pierre Di Sciullo. Expériences typographiques | L'intuition du caractère «ouvrier» du travail intellectuel chez les constructivistes russes | **Carnet de voyage** | Serge Quadruppani. *Chez les Xtieng* | **Images** | Michel Quarez | Myr Muratet | Marc Pautaut | Les graphistes associés | Ne pas plier | Etc. |

REVUE DE CRITIQUE DU TEMPS

alice/mtlc - 21 ter, rue voltaire 75011 Paris
tél. : 01 48 07 82 54 - e-mail : alice@ecn.org

NUMÉRO 1 | SEPTEMBRE 1998 | 50 FRANCS



vaste panorama du satanisme en prenant comme ligne directrice d'étude une définition socio-historique restrictive de celui-ci, à savoir «la vénération et l'adoration du personnage appelé Satan ou le diable dans la Bible», écartant ainsi une définition qui serait plus en rapport avec les préoccupations des théologiens et qui engloberait tous les mouvements occultistes et magiques cherchant à nuire au christianisme, ce que l'auteur appelle une sous-culture sataniste. Partant du constat qu'une poussée de satanisme entraînait toujours une vague d'antisatanisme, M. Introvigne étudie les deux phénomènes conjointement et chronologiquement, depuis les origines (XVII^e-XVIII^e) jusqu'à la période contemporaine (1952-1996) en passant par la période classique (1821-1952), celle de Huysmans et des antisatanistes délinquants Fiard et Berbiguier. Très bien écrit et fort bien traduit, le livre nous apprend énormément de choses et il est évident que Massimo Introvigne s'affirme vraiment comme un spécialiste des religions marginales.

Le seul problème (mais de taille) est bien sûr ses liens avec certains milieux politiques radicaux de droite et les ultra-conservateurs catholiques en Italie. Il est par ailleurs engagé dans un combat douteux contre les études et missions parlementaires antisémites. Bref, un bon livre écrit par un sale type. ●

CASALS Xavier,

Néo-nazis en España

De las audiciones wagnerianas a los skinheads (1966-1995)

Edition Grijalbo, Barcelone, 1995, 384 p.



Bien souvent dans ce journal nous vous avons parlé du CEDADE ; cette association néo-nazie, certainement la plus connue d'Europe, profita pour se développer de l'absence en Espagne de lois condamnant le racisme et l'apologie du nazisme. Durant les années 1980, elle était devenue la plus grande maison de distribution de matériel nazi.

Elle diffusait sa presse dans tous les pays européens, notamment en imprimant pour l'Allemagne des revues en langue allemande. Elle reçut même – selon l'un de ses dirigeants – des fonds d'Arabie Saoudite pour l'édition d'œuvres antisémites en langue arabe. CEDADE fut souvent présentée comme le chef d'orchestre d'une internationale brune qui ourdirait des complots visant à établir un quatrième Reich.

Xavier Casals, journaliste et historien, a mis en évidence dans ses nombreux articles, la fragilité du mythe et la faiblesse réelle d'un groupe qui représentait davantage en dehors des frontières que sur son territoire, incapable

d'agir et d'influer sur la vie politique espagnole par manque de militants et de discours. Au fil des ans, le groupe n'était plus qu'une maison d'édition gardienne d'une orthodoxie nazie, lue seulement par des retraités exilés en Argentine et des historiens. Auto-dissoute en octobre 1993, seule demeure la librairie Europa que le code pénal de 1995 interdisant les symboles nazis voue à la ruine (déjà bien entamée puisque CEDADE s'écroula criblée de dettes) car en retirant à l'Espagne cette spécificité, il lui ôta du même coup le marché des nazis européens.

L'historien barcelonais Xavier Casals expose en détail dans la partie la plus importante et la plus riche de son livre l'histoire de cette «association culturelle», depuis sa création en 1966 par des phalangistes liés à la Garde de Franco et des exilés européens (réfugiés politiques dans l'Espagne franquiste) jusqu'à sa dissolution à la suite d'une banqueroute tout autant économique que politique survenue quelques mois avant la mort de Léon Degrelle.

L'auteur ne se contente pas de la petite histoire de ce groupe (noms, dates, etc.) mais s'attache avant tout au discours politique, à ses contradictions entre le pan-européanisme, le nationalisme espagnol et l'ethnorégionalisme, ses évolutions et ses luttes de tendances comme par exemple entre les nietzschéens (comprenez les païens) et les wagnériens (comprenez les catholiques) qui ne sont pas loin de nous rappeler ce qui existe aussi en France.

Dans une seconde partie, qui me semble-t-il n'a pas la même densité, Xavier Casals s'attache également aux autres groupuscules nazis. Le survol est plus rapide ; notons tout de même les parties consacrées à Mundo NS de R. Bau et à la société Thulé et à l'ésotérisme espagnol. On regrettera cependant que certains groupes ne soient pas analysés tels que Accion Radical ou Alternativa Europea.

Enfin, dernier reproche à un livre qui affirme son projet de «comprendre le fonctionnement et la dynamique de ce spectre politique, les facteurs qui facilitent ou rendent difficile sa croissance, les changements dans son discours, dans ses tactiques et dans ses stratégies» dans un but de le combattre : il est dédié «à tous ceux qui travaillent quotidiennement pour que les droits de l'homme soient une réalité» avec des remerciements pour leur collaboration à R. Bau, A. Ricote et J. Thiriart conjointement à ceux adressés au «collectif antifasciste français Reflex». Dur ! ●

Robert O. Paxton,

**Le temps des chemises vertes.
Révoltes paysannes et fascisme
rural, 1929-1939,**

Ed. du Seuil, Paris, 1997



De nombreux aspects des mouvements fascistes français des années 1930 ont déjà été étudiés. Pourtant, aucun historien ne s'est sérieusement penché sur la perméabilité des milieux paysans d'avant-guerre au discours antirépublicain. Une première étude vient combler cette lacune.

Le temps des chemises vertes retrace la vie d'Henry Dorgères, agitateur de la droite paysanne des années trente. La paysannerie connaît dans les années trente une triple crise : économique (la grande dépression), culturelle (un mode de vie en voie d'extinction) et politique (une crise de représentation). C'est sur ce terreau favorable à l'émergence de ses idées que Dorgères deviendra le principal leader paysan de cette période.

Il commence sa carrière en bâtissant un petit empire de presse agricole. Il obtient ensuite la célébrité et la reconnaissance de milliers de paysans grâce à son talent oratoire. Ce tribun hors pair réussit à rassembler des foules considérables lors de meetings ou d'interventions sur les marchés. Dans ses allocutions enflammées, il exprime toute la rancœur du monde agricole contre la ville, les parlementaires et la gauche. S'il met en avant ses concepts politiques - haine du parlementarisme et de l'individualisme, antisémitisme et surtout corporatisme -, son discours ne se détache jamais de revendications salariales catégorielles. Malgré toute l'énergie qu'il dépense pour créer une unité paysanne sur tout le territoire avec ses «Comités de Défense Paysanne», il est seule-

NO PASARAN!

LE MENSUEL DE L'ANTIFASCISME RADICAL

Le journal du Réseau national antifasciste radical fait circuler l'information pour permettre une mobilisation active sur les luttes en cours et à venir : rendant compte de la vie des groupes et collectifs du Réseau, traitant de l'actualité sous un jour antifasciste, NO PASARAN ! est le complément idéal de REFLEXes pour quiconque veut se tenir au courant de l'actualité antifasciste en France... et dans le monde.

DES BRÈVES SUR LA VIE DES GROUPES DU RÉSEAU

DES ARTICLES DE FOND SUR L'ACTUALITÉ POLITIQUE ET SOCIALE

DES INTERVIEWS D'ACTEURS DES LUTTES SOCIALES

ET BIEN D'AUTRES CHOSES...

Abonnement : 80 francs / an (10 numéros) / Abonnement de soutien : 150 francs
Chèque à l'ordre de ÉMANCIPATION

NO PASARAN 21^{ER} RUE VOLTAIRE 75011 PARIS

ment influent dans le nord et l'ouest de la France. Afin d'assurer la sécurité de ses meetings, il crée des brigades d'actions composées de paysans jeunes : les chemises vertes (420 000 adhérents revendiqués avant 1939). Même si ce chiffre semble fantaisiste, on ne peut nier l'influence de Dorgères dans le milieu rural et l'importance de ses troupes dans certaines régions.

Après avoir servi dans l'armée française lorsque la guerre éclate, Dorgères participe à la Collaboration et tente d'obtenir une place honorable au sein des institutions pétainistes. Il échoue et s'éloigne du régime de Vichy. Après un court séjour en prison à la

Libération, Dorgères reprend sa carrière politique et devient député d'Ille-et-Vilaine en 1956. Puis il s'isole et abandonne toute activité politique jusqu'à sa mort en 1985. Même si l'aventure dorgériste se termine dans l'ombre, son étude a de l'intérêt à maints égards. Les premiers succès dans le monde paysan du fascisme en Italie et du nazisme en Allemagne ont été des éléments déterminants pour le développement ultérieur de ces régimes. En France, l'échec n'est pas seulement attribuable à Dorgères ; la puissance de l'État français dans les campagnes, le pouvoir des notables et la solidité des organisations paysannes empêcheront le fascisme rural de s'installer. ●

retrouvez **REFLEX^{ES}** sur internet

www.mygale.org/05/duruti

Laissez-nous un message sur reflex@ecn.org

*Erich FRIED, «Sie»
in Die Beine der größeren Lügen, 1969*

**ELLE DÉVORE SES ENFANTS
ELLE BOIT LE SANG DE SES MORTS
ELLE PRÊCHE DANS LE DÉSERT
ELLE NE MET RIEN AU-DESSUS D'ELLE-MÊME**

**ELLE SE PERD EN CHEMIN
ELLE TITUBE DE TRAHISON EN TRAHISON
D'ERREUR EN ERREUR
LA DÉFAITE LA PARALYSE**

**TOUS LES ENFANTS APPRENNENT À L'ÉCOLE
QU'ELLE EST INUTILE
LE PEUPLE A FINI PAR SE METTRE DANS LA TÊTE
QU'IL NE VOULAIT PAS D'ELLE**

**ON A PROUVÉ DIX FOIS
QU'ELLE NE POUVAIT PAS VAINCRE
ET CEUX QUI L'ONT PROUVÉ
NE DORMENT PAS BIEN**

**CEUX QUI CROIENT EN ELLE
SONT PARFOIS FATIGUÉS À FORGE DE DOUTER
ET CEUX QUI LA HAÏSSENT
SAVENT QU'ELLE EST EN MARCHÉ**

*SIE FRIST IHRE KINDER
SIE TRINKT DAS BLUT IHRER TOTEN
SIE PREDIGT DEN TAUBEN
SIE KENNT KEINE HÖHEREN WERTE*

*SIE VERGIST IHREN WEG
SIE WANKT VON VERRAT ZU VERRAT
VON FEHLER ZU FEHLER
SIE SCHLÄFT IN DEN NIEDERLAGEN*

*DAB SIE UNNOTIG IST
LERNT JEDES KIND IN DER SCHULE
DAB DAS VOLK SIE NICHT WILL
HAT DAS VOLK SICH ENDLICH GEMERKT*

*DAB SIE NICHT SIEGEN KANN
IST ZEHNMAL GENAU BEWIESEN
DIE ES BEWIESEN HABEN
SCHLAFEN NICHT GUT*

*DIE AN SIE GLAUBEN
SIND MANCHMAL MÜDE VON ZWEIFELN
EINIGE DIE SIE HASSEN
WISSEN SIE KOMMT*

